

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 18/06/2018

N° : 2018/81

# **SOMMAIRE**

 **Arrêtés**

Page 3/28

 **Décisions**

Page 29/159

**ARRÊTÉS**

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Arrêté n° 18/081/CM**

**Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque alimentaire situé  
24 avenue Viton 13009 Marseille, à la SAS l'Expresso Café, représentée par Madame  
Lucie Koulakian**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires.

**CONSIDÉRANT**

La demande déposée le 23 mai 2018 par la SAS l'Expresso Café, représentée par Madame Lucie Guiragossian épouse Koulakian, née le 10 mai 1961 à Erevan (Arménie), domiciliée 10 impasse des vignes à Saint Victoret, en vue d'exploiter un kiosque alimentaire sur le domaine public à l'adresse suivante :

24 avenue Viton 13009 à Marseille

RCS Aix en Provence : 839 279 935 00017

**Reçu au Contrôle de légalité le 7 Juin 2018**

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SAS l'Expresso Café, représentée par Madame Lucie Guiragossian épouse Koulakian, est autorisée à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de dix mètres carrés (10m<sup>2</sup>) sur le domaine public, sis 24 avenue Viton 13009 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

### **Article 2 :**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

### **Article 3 :**

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

### **Article 4 :**

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

### **Article 5 :**

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

### **Article 6 :**

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

**Reçu au Contrôle de légalité le 7 Juin 2018**

**Article 7 :**

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

**Article 8 :**

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

**Article 9 :**

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

**Article 10 :**

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

**Article 11 :**

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 12 :**

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

**Article 13 :**

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

**Article 14 :**

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

**Article 15 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 7 juin 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Juin 2018

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Arrêté n° 18/082/CM**

**Abrogation de l'autorisation d'occupation du domaine public du kiosque alimentaire  
situé 28 place Jean Jaurès à Marseille de Monsieur Hussein Abou Melhem**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;

**CONSIDÉRANT**

- Les travaux liés au réaménagement de la Place Jean Jaurès à Marseille ;
- Le maintien de l'ordre public qui nécessite de libérer de toute occupation, l'espace où se dérouleront les travaux ;
- L'arrêté d'autorisation d'occupation temporaire n° 12/197/CC du 8 août 2012, émis par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à Monsieur Hussein Abou Melhem, pour l'exploitation d'un kiosque alimentaire sis 28 place Jean Jaurès 13001 à Marseille.

**ARRETE**

**Article 1 :**

L'arrêté d'autorisation n° 12/197/CC du 8 août 2012, émis par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à Monsieur Hussein Abou Melhem en vue d'exploiter un kiosque alimentaire sis 28 place Jean Jaurès 13001 à Marseille, est abrogé à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018.

**Reçu au Contrôle de légalité le 7 Juin 2018**



**Article 2 :**

Il est porté à la connaissance de l'intéressé que la présente abrogation peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Toutefois, il est rappelé que le recours en annulation n'étant pas suspensif, l'intéressé devra impérativement se conformer aux dispositions du présent arrêté.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 7 juin 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Arrêté n° 18/083/CM**

**Abrogation de l'autorisation d'occupation du domaine public pour le kiosque alimentaire situé 32 place Jean Jaurès à Marseille de Madame Juliette Grimaldi**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

**CONSIDÉRANT**

- Les travaux liés au réaménagement de la Place Jean Jaurès à Marseille ;
- Le maintien de l'ordre public qui nécessite de libérer de toute occupation, l'espace où se dérouleront les travaux ;
- L'arrêté d'autorisation d'occupation temporaire n° 90/0781 du 23 juillet 1990, émis par la Ville de Marseille à Madame Juliette Graziani épouse Grimaldi, pour l'exploitation d'un kiosque alimentaire sis 32 place Jean Jaurès 13001 à Marseille.

**ARRETE**

**Article 1 :**

L'arrêté d'autorisation n° 90/0781 du 23 juillet 1990, émis par la Ville de Marseille à Madame Juliette Graziani épouse Grimaldi en vue d'exploiter un kiosque alimentaire sis 32 place Jean Jaurès 13001 à Marseille, est abrogé à compter du 1er septembre 2018.

**Reçu au Contrôle de légalité le 7 Juin 2018**

**Article 2 :**

Il est porté à la connaissance de l'intéressée que la présente abrogation peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Toutefois, il est rappelé que le recours en annulation n'étant pas suspensif, l'intéressée devra impérativement se conformer aux dispositions du présent arrêté.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 7 juin 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Arrêté n° 18/084/CM**

**Abrogation de l'autorisation d'occupation temporaire du kiosque alimentaire situé  
48 place Jean Jaurès à Marseille de Monsieur Boudjemma Argoubi**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

**CONSIDÉRANT**

- Les travaux liés au réaménagement de la Place Jean Jaurès à Marseille ;
- Le maintien de l'ordre public qui nécessite de libérer de toute occupation, l'espace où se dérouleront les travaux ;
- L'arrêté d'autorisation d'occupation temporaire n° 96/045 du 26 janvier 1996, émis par la Ville de Marseille à Monsieur Boudjemma Argoubi, pour l'exploitation d'un kiosque alimentaire sis 48 place Jean Jaurès 13006 à Marseille.

**ARRETE**

**Article 1 :**

L'arrêté d'autorisation n° 96/045 du 26 janvier 1996, émis par la Ville de Marseille à Monsieur Boudjemma Argoubi en vue d'exploiter un kiosque alimentaire sis 48 place Jean Jaurès 13006 à Marseille, est abrogé à compter du 1er septembre 2018.

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Juin 2018

**Article 2 :**

Il est porté à la connaissance de l'intéressé que la présente abrogation peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Toutefois, il est rappelé que le recours en annulation n'étant pas suspensif, l'intéressé devra impérativement se conformer aux dispositions du présent arrêté.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 7 juin 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Arrêté n° 18/085/CM**

**Abrogation de l'autorisation d'occupation du kiosque à coquillages situé Place Jean Jaurès à Marseille de la SARL La Marée Gavottine, représentée par Monsieur David Revol**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;

**CONSIDÉRANT**

- Les travaux liés au réaménagement de la Place Jean Jaurès à Marseille ;
- Le maintien de l'ordre public, qui nécessite de libérer de toute occupation, l'espace où se dérouleront les travaux ;
- L'arrêté d'autorisation d'occupation temporaire n° 13/001/CC du 9 janvier 2013, émis par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à la SARL La Marée Gavottine, représentée par Monsieur David Revol, pour l'exploitation d'un kiosque à coquillages sis Place Jean Jaurès 13001 à Marseille.

**ARRETE**

**Article 1 :**

L'arrêté d'autorisation n° 13/001/CC du 9 janvier 2013, émis par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à SARL La Marée Gavottine, représentée par Monsieur David

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Juin 2018

Revol, en vue d'exploiter un kiosque à coquillages sis Place Jean Jaurès 13001 à Marseille, est abrogé à compter du 1er septembre 2018.

**Article 2 :**

Il est porté à la connaissance de l'intéressé que la présente abrogation peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Toutefois, il est rappelé que le recours en annulation n'étant pas suspensif, l'intéressé devra impérativement se conformer aux dispositions du présent arrêté.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 7 juin 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Arrêté n° 18/086/CM**

**Abrogation de l'autorisation d'occupation du kiosque à coquillages situé 69 place Jean Jaurès à Marseille, de Monsieur Laurent Coll**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

**CONSIDÉRANT**

- Les travaux liés au réaménagement de la Place Jean Jaurès à Marseille ;
- Le maintien de l'ordre public, qui nécessite de libérer de toute occupation, l'espace où se dérouleront les travaux ;
- L'arrêté d'autorisation d'occupation temporaire n° 5054-69-4 du 9 décembre 1980, émis par la Ville de Marseille à Monsieur Laurent Coll, pour l'exploitation d'un kiosque à coquillages sis 69 place Jean Jaurès 13006 à Marseille.

**ARRETE**

**Article 1 :**

L'arrêté d'autorisation n° 5054-69-4 du 9 décembre 1980, émis par la Ville de Marseille à Monsieur Laurent Coll, en vue d'exploiter un kiosque à coquillages sis 69 place Jean Jaurès 13006 à Marseille, est abrogé à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018.

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Juin 2018



**Article 2 :**

Il est porté à la connaissance de l'intéressé que la présente abrogation peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Toutefois, il est rappelé que le recours en annulation n'étant pas suspensif, l'intéressé devra impérativement se conformer aux dispositions du présent arrêté.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 7 juin 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Arrêté n° 18/087/CCM**

**Arrêté d'occupation temporaire modificatif pour le kiosque alimentaire situé 160, avenue des peintres Roux à Marseille, à la SASU Kiosque Nani, représentée par Monsieur Nordine Bensedira**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui régleme les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires.

**CONSIDÉRANT**

- L'arrêté d'occupation temporaire n° 18/011/CM, délivré le 8 février 2018 par la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SASU Kiosque Nani, représentée par Monsieur Nordine Bensedira,
- L'absence de mention relative à la mise à disposition de toilettes sur l'arrêté d'occupation temporaire n° 18/011/CM.

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Juin 2018

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

L'arrêté n° 18/011/CM, délivré le 8 février 2018 par la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SASU Kiosque Nani, représentée par Monsieur Nordine Bensedira, est abrogé.

### **Article 2 :**

La SASU Kiosque Nani, représentée par Monsieur Nordine Bensedira, est autorisée à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de quatorze mètres carrés (14 m<sup>2</sup>) sur le domaine public, sis 160, avenue des peintres Roux 13011 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

### **Article 3 :**

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

### **Article 4 :**

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

### **Article 5 :**

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

### **Article 6 :**

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Ce kiosque comportant des toilettes publiques, le titulaire a l'obligation de mettre ces toilettes à disposition gratuite de tout le public et non seulement de «ses consommateurs» et ce aux heures normales d'ouverture du kiosque. En contrepartie du service rendu à la Métropole, la redevance d'occupation du Domaine Public, comportant la part fixe et la part variable, est réduite de 50%. Cette réduction est fondée sur trois éléments indispensables :

- 1 - La mise à disposition gratuite des toilettes à tout public ;
- 2 - L'ouverture quotidienne des toilettes (à l'exception des congés et jours normaux de fermeture du kiosque) ;
- 3 - L'entretien et l'hygiène parfaite des toilettes.

L'absence ou la fourniture incomplète de l'une des prestations annulerait automatiquement la réduction de la redevance.

**Reçu au Contrôle de légalité le 7 Juin 2018**

**Article 7 :**

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

**Article 8 :**

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

**Article 9 :**

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

**Article 10 :**

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

**Article 11 :**

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

**Article 12 :**

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 13 :**

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Juin 2018

**Article 14 :**

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

**Article 15 :**

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

**Article 16 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 7 juin 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Juin 2018

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Arrêté n° 18/088/CM**

**Remplacement d'un conseiller portuaire sur le port du Frioul**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 16/306/CM du 27 mai 2017, désignant Monsieur Claude Piccirillo, président des 8 conseils portuaires.

**CONSIDÉRANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence assure la gestion des ports de plaisance.

**ARRETE**

**Article 1 :**

Est abrogé l'arrêté n° 17/248/CM du 29 août 2017.

**Article 2 :**

Sont désignés membres du Conseil Portuaire du port du Frioul Marseille :

**Représentant la Métropole Aix-Marseille-Provence :**

Monsieur Claude Piccirillo, représentant du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, désigné en tant que Président des huit conseils portuaires, par arrêté n° 16/306/CM du 27 mai 2016.

**Membre appartenant au Service du port du Frioul de Marseille :**

Titulaire : Monsieur Christophe Curtillet, Maître de Port du Frioul

Reçu au Contrôle de légalité le 15 Juin 2018

**Représentants des usagers :**

Représentants des Navigateurs de Plaisance :

Titulaires : Monsieur Michel Barrot, Monsieur Guy Chetride, Monsieur Charles Galloni

Suppléants : Monsieur Jean-Pierre Raveu, Monsieur Alain Gardet, Monsieur Anthony Poiraud

**Sportives et Touristiques liées à la plaisance.**

Titulaires : Monsieur Emmanuel Apostolo (Lounapo), Monsieur Charles Gagnieur (UCPA Loisirs), Monsieur Daniel Imbert (ATM)

Suppléants : Monsieur Guillaume Argouarch (Calanques Evasion), Martin Texereau (Team Winds), Monsieur Jean Luc Pierson (Léo Lagrange).

**Représentants de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille-Provence :**

Titulaire : Monsieur Jean-Philippe Salducci

Suppléante : Madame Dominique Cascio

**Représentants de la Ville de Marseille**

Titulaire : Monsieur Jean Roatta

Suppléant : Monsieur Gérard Chenoz

**Article 2 :**

La durée du mandat des membres du Conseil Portuaire est de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

**Article 3 :**

Un membre du conseil portuaire peut se faire représenter soit par un suppléant désigné dans les mêmes conditions et en même temps que les membres titulaires, soit à défaut, par un autre membre du conseil appartenant à la même catégorie. Chacun ne peut recevoir qu'un seul mandat.

**Article 4 :**

Lorsqu'un membre du Conseil Portuaire décède, démissionne ou perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné, il est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par un membre désigné par voie d'arrêté.

**Article 5 :**

Lorsqu'un membre du Conseil Portuaire s'abstient sans motif légitime de se rendre à trois réunions consécutives, il peut être déclaré démissionnaire par le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant. Il est remplacé pour la durée du mandat à courir par un membre désigné par voie d'arrêté.

**Article 6 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 15 juin 2018

**Le Président,**

**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

Reçu au Contrôle de légalité le 15 Juin 2018

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Arrêté n° 18/090/CM**

**Délégation de signature à Madame Marina Rizzon, Directeur Général des Services  
Délégué du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5210-1-1 A, L.5211-9, L.5211-1 et L.2122-23, L.5217-1 et suivants, L.5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° DRH 2018-444 du 28 mai 2018 portant nomination de Madame Rizzon Marina sur l'emploi de Directeur Général des Services délégué et Directeur du Pôle Ressources du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

**ARRETE**

**Article 1 :**

Délégation est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, et pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, composé des communes d'Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Cuges-les-Pins, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquevaire, Saint-Savournin, Saint-Zacharie, à Madame Marina Rizzon, à l'effet de signer les documents concernant exclusivement le territoire précité, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, dans les domaines suivants :

**Ressources humaines**  
**Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de**  
**compétences déléguées**

**Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :**

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juin 2018



- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

#### **Formation des agents :**

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un DIF ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Etats de service pour inscription à un concours.

#### **Accueil de stagiaires :**

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

#### **Evaluation des agents :**

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Courriers de convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation) ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels.

#### **Maladie, accident :**

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet notamment survenus sur le périmètre du Conseil de territoire (courrier aux assureurs, etc.) ;
- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêts de travail, etc.) ;
- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

#### **Congés / Aménagements d'horaires :**

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc. ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

**Carrière :**

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

**Paie :**

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin de changement et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1 % ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacances des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

**Procédure disciplinaire :**

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesures d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1<sup>er</sup> groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

**Retraite :**

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juin 2018

- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

#### **GPEEC :**

- Convocations des candidats aux emplois aux jurys de recrutement ;
- Courrier de rejet de candidature.

#### **Protection sociale et santé :**

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc. ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc.) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

#### **Frais de déplacement :**

- Ordre de mission permanent avec utilisation du véhicule de service ou de fonction sans frais supplémentaire ;
- Ordre de mission ponctuel sans incidence financière ;
- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Abonnements de travail SNCF ;
- Billets annuel.

#### **Divers :**

- Courriers et arrêtés relatifs à l'exercice d'une activité privée, à la création ou reprise d'une entreprise, courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls ;
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale ;
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain exerçant ses missions sur le périmètre du Conseil de Territoire.

<b>Finances</b>
-----------------

- Exemple unique
- Garantie à première demande
- Mainlevée (retenue de garantie)
- Nantissement
- Cession de créance

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juin 2018

<b>Divers – PLIE antérieur au 01/01/2018</b>
--

- Courriers de notification des conclusions provisoires CSF PLIE (PLIE antérieur au 01/01/2018) ;
- Courriers de notification des conclusions définitives CSF PLIE (PLIE antérieur au 01/01/2018) ;
- Courriers d'acceptation des reports de bilan (PLIE antérieur au 01/01/2018) ;
- Attestations de versement des dépenses d'assistance technique (PLIE antérieur au 01/01/2018).

**Article 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marina Rizzon, la délégation de signature définie à l'article 1 est donnée à :

- Madame Audrey Fleurent-Didier.

**Article 3 :**

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 13 juin 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juin 2018

# DÉCISIONS

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/190/D**

**Convention avec l'association Latinissimo - Fiesta des Suds pour la location de salles au Dock des Suds le 4 avril 2018**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**PREAMBULE**

Dans le cadre d'une manifestation culturelle et festive, la Métropole Aix Marseille Provence a sollicité l'association Latinissimo – Fiesta des Suds, pour la location de locaux au Dock des Suds situés 12 rue Urbain V – 13002 Marseille. Il y a donc lieu de signer une convention avec l'association dans les conditions suivantes :

- **Désignation** : la Plaza et sa mezzanine et la salle des Sucres, dans le Dock des Suds.
- **Durée** : 1 journée le 4 avril 2018 de 8h à 18h.
- **Montant de la location** : 19 123, 80 euros TTC. Le prix comprend la mise à disposition des salles sus mentionnées, les prestations ménage, technique et sécurité ainsi que les frais liés à la salle (fluides, chauffage...).

**CONSIDÉRANT**

- Qu'il y a lieu de signer une convention avec l'association Latinissimo – Fiesta des Suds pour la journée du 4 avril 2018, afin de louer la salle Plaza et la salle des Sucres.

**Reçu au Contrôle de légalité le 15 Juin 2018**

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est signée une convention avec l'association Latinissimo – Fiesta des Suds pour la journée du 4 avril 2018 de 8h à 18h, afin de louer la salle Plaza et la salle des Sucres situées 12 rue Urbain V – 13002 Marseille.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires au règlement des dépenses correspondantes sont inscrits au budget principal centralisé de la Métropole – Sous politique A 130 – Nature 6132 – Chapitre 011 - Fonction 022.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 juin 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

Reçu au Contrôle de légalité le 15 Juin 2018

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/191/D**

**Location de la salle "Evènement" située dans l'immeuble du Calypso**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**PREAMBULE**

Dans le cadre d'ateliers de travail pour la co-crédation d'une charte des usages métropolitains organisé par la direction des ressources humaines, la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité SNC OPCO NEWWORK pour la location de la salle « Evènement » située Immeuble Calypso, 48 quai du Lazaret 13002 Marseille. Il y a donc lieu de signer une convention de mise à disposition dans les conditions suivantes :

- **Désignation** : Immeuble Calypso – RDC – Espace Evènement – 48 quai du Lazaret 13002 Marseille.

- **Durée** : 6 journées, les 20, 23, 24, 25, 26 et 27 avril 2018.

- **Montant de la location** : 5 040,00 euros HT soit 6 048,00 euros TTC.

**CONSIDÉRANT**

- Qu'il y a lieu de signer une convention de mise à disposition avec SNC OPCO NEWWORK pour la location de la salle susmentionnée, située Immeuble Calypso, 48 quai du Lazaret 13002 Marseille.

**Reçu au Contrôle de légalité le 15 Juin 2018**



## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est signée une convention de mise à disposition, pour 6 jours les 20, 23, 24, 25, 26 et 27 avril 2018 avec SNC OPCO NEWWORK pour la location de la salle « Evènement », immeuble Calypso 48 quai du Lazaret – 13002 Marseille, aux conditions ci-avant exposées.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires au règlement des dépenses correspondantes sont inscrits au budget principal centralisé de la Métropole – Sous politique A 130 – Nature 6132 – Chapitre 011 - Fonction 022

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 juin 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

18 / 258 / 0

**DECISION DE CONFIRMATION D'AGREMENT  
POUR L'OBTENTION D'UN PRET LOCATION-ACCESSION**

**Numéro d'opération :**  
2014130550008\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
060804770

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. LOGIREM

111 bd national  
BP 204

13003 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20171305500011

**Nature de l'opération**  
Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**  
13042 Gémenos

**Exercice**  
2017

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

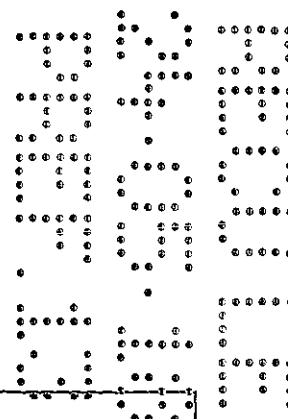
Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :** PSLA - LES GRANGES - GEMENOS  
11, rue maréchal des logis planzol  
13420 GEMENOS



**Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment son article R.331-76-5-1,

Vu le Code Général des Impôts et notamment ses articles 257 et 278 sexies,

Vu la loi n° 84-595 du 12 juillet 1984 définissant la location-accession à la propriété immobilière,

Vu la décision de réservation d'agrément obtenue par le bénéficiaire en date du 21/10/2014,

Vu les documents mentionnés au II de l'article R.331-76-5-1 du code de la construction et de l'habitation et communiqués au représentant de l'Etat,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 6 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale de des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 18 mai 2009 et l'avenant de prorogation pour l'année 2016 en date du 31 décembre 2015,

Vu la délibération RNOV 003-919/08/CC du Conseil de Communauté du 19 décembre 2008 et la délibération 2 du Conseil Communautaire en date du 21 novembre 2015,

**DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte confirmation d'agrément pour l'opération précitée concernant la réalisation de 2 logements en location-accession dont 0 individuel(s) et 2 collectif(s) au bénéficiaire désigné : S.A. LOGIREM (n° SIREN : 060804770).

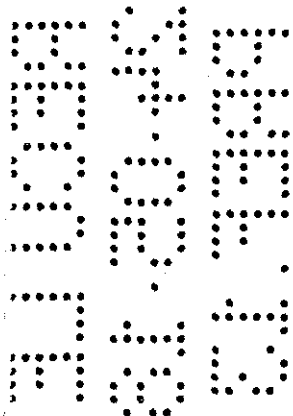
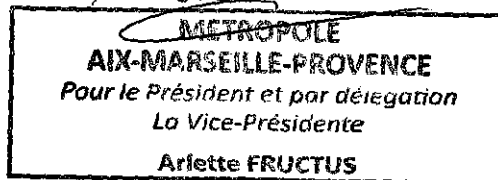
La liste des logements concernés est annexée à la présente décision.

**ARTICLE 2.** Le Président de la Métropole Aix Marseille Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 18 MAI 2018

*Arlette Fructus*



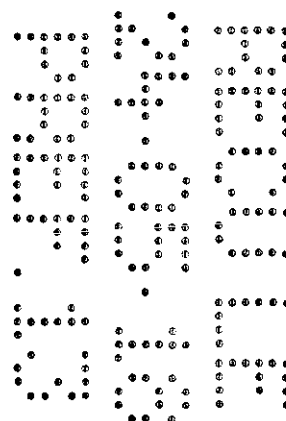
## ANNEXE A LA DECISION DE CONFIRMATION D'AGREMENT

### LISTE DES LOGEMENTS CONFIRMES

Opération : 2014-13055-0008 PSLA - LES GRANGES - GEMENOS

Localisation : Gémenos

Date	Lot	Type	Type de construction	Surface utile	Identifiant
23/04/2018		Type 3	Collectif	75,54 m²	2014 - 0008 - logement n° 28
23/04/2018		Type 3	Collectif	85,12 m²	2014 - 0008 - logement n° 38



**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2013130550042\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
662620079

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20181305500043

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13026 Châteauneuf-les-Martigues

**Exercice**  
2018

**Nature des logements**

Logements ordinaires

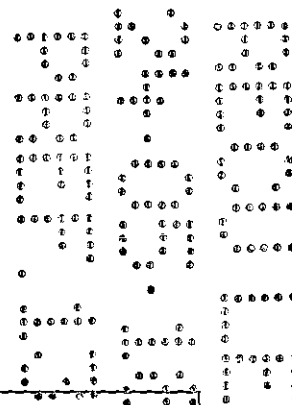
**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B



**Opération :** PLS - LES ROSELIERES 2  
Route de Farren  
13220 CHATEAUNEUF LES MARTIGUES

## FICHE DE FIN D'OPERATION

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	28/11/2013	20131305500152
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
GRAND DELTA HABITAT		
Sté coopérative HLM /SCIC		
Code bénéficiaire : 662620079		
Adresse :		

3 rue Martin Luther King

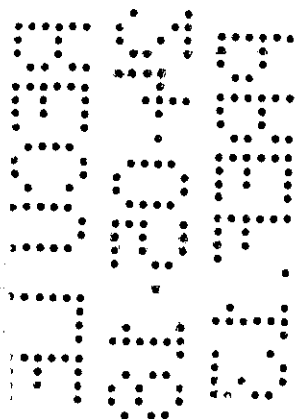
Ville :	84000 AVIGNON
Exercice :	2013

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 10)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	0,00 €	0,00 €
Subvention	Initiale	Recalculée
	(A) 0,00 €	(B) 0,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 0,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 18 MAI 2018



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

## A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC foncier PLS	346 962,00	25,23%	2,36%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	243 834,00	17,73%	2,36%
Prêt complémentaire CDC	567 628,00	41,27%	2,29%
1%.	175 000,00	12,72%	
<b>Sous-total Prêts</b>	1 333 424,00	96,94%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	42 026,09	3,06%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	42 026,09	3,06%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	1 375 450,09	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	1 375 450,09		

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

10

620,51 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

10

620,51 m²

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 10

Surface utile :

Assiette : 0,00 €

**SUBVENTION :**

Taux moyen de subvention :

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION :**

0,00 €

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT

330 722,10 €

Coût du bâtiment ou des travaux

779 870,47 €

Prestations intellectuelles et frais

193 085,00 €

Prix de Revient H.T.

1 303 677,57 €

Montant de la TVA

71 772,52 €

Prix de revient TTC

1 375 450,09 €

Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)

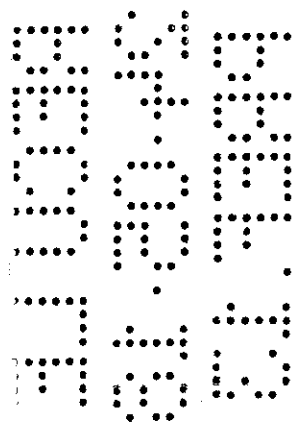
2 216,64 €

Décision No : 20181305500043

Page : 3/4

Type d'opération :

Hors opération spécifique





18 / 260 / D

DECISION DE FINANCEMENT  
 CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :  
 2015130550144\_C

N° SIREN du maître d'ouvrage  
 751956624

Famille d'organisme  
 Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...  
 SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire  
 Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision  
 20181305500026

Nature de l'opération  
 Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)  
 13214 Marseille - 14e arrondissement

Exercice  
 2018

Nature des logements

Logements ordinaires

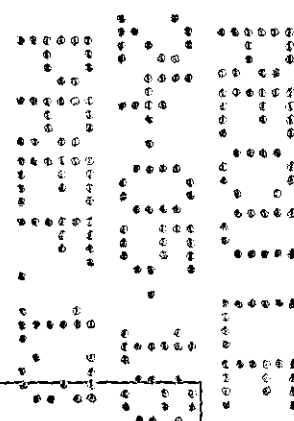
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A



Opération : 1PLAI adapté/62 rue Paul Arène /13014/Pact  
 62 boulevard Paul Arène  
 13014 Marseille

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	11/12/2015	20151305500155
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE		
UES		
Code bénéficiaire : 751956624		
Adresse :		

10 che des grives

Ville :	13013 Marseille
Exercice :	2015

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	101 493,90 €	101 186,33 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 12 000,00 €	(B) 12 000,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 12 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 18 MAI 2018

METROPOLE  
AIX-MARSEILLE-PROVENCE  
Pour le Président et par délégation  
La Vice-Présidente  
Arlette FRUCTUS

*Arlette Fructus*

# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

## A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	12 000,00	9,10%
PLAI adapté	12 960,00	9,82%
Conseil Régional	30 000,00	22,74%
Subvention EPCI	3 000,00	2,27%
Ville de Marseille	5 000,00	3,79%
Conseil Général	12 940,00	9,81%
Subvention Autres	12 940,00	9,81%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>88 840,00</b>	<b>67,34%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	18 797,00	14,25%
Prêt CDC logement	23 185,00	17,57%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>41 982,00</b>	<b>31,82%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	1 099,88	0,83%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>1 099,88</b>	<b>0,83%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>131 921,88</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>131 921,88</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 101 186,33 €

Aide : **PLA-I**

Nombre de logements

Logements « Collectif »

1

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

Assiette \*

:

Taux de subvention

:

SUBVENTION

:

Surface utile	62,25 m²
Assiette *	101 186,33 €
Taux de subvention	11,86 %
SUBVENTION	12 000,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1

Surface utile :

62,25 m²

Assiette : 101 186,33 €

SUBVENTION :

12 000,00 €

Taux moyen de subvention :

11,86 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

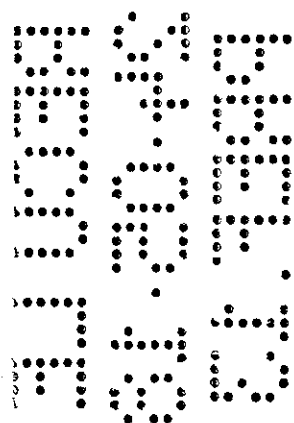
SUBVENTION :

12 000,00 €

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	108 754,84 €
Coût du bâtiment ou des travaux	11 762,28 €
Prestations intellectuelles et frais	10 337,02 €
Prix de Revient H.T.	130 854,14 €
Montant de la TVA	1 067,74 €
Prix de revient TTC	131 921,88 €
Prix de revient au M <sup>2</sup> de surface utile (PR / SU)	2 119,23 €

Type d'opération :        Hors opération spécifique





## DECISION DE FINANCEMENT

## CLOTURE D'OPERATION

## Numéro d'opération :

2015130550077\_C

## N° SIREN du maître d'ouvrage

751956624

## Famille d'organisme

Tiers secteur

## Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

## Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

## N° de décision

20181305500028

## Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

## Commune (Insee)

13213 Marseille - 13e arrondissement

## Exercice

2018

## Nature des logements

Logements ordinaires

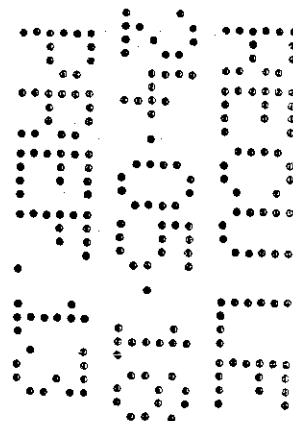
## Type de bénéficiaire

Ménages

## Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A



Opération : 1PLA adapté/Rés Valdes Pins/lgt179/13013/Pact13

55 chemin de Chateau Gombert

13013 MARSEILLE

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	16/12/2015	20151305500169
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE		
UES		
Code bénéficiaire : 751956624		
Adresse :		

10 che des grives

Ville :	13013 Marseille
Exercice :	2015

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	110 203,91 €	110 203,91 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 13 200,00 €	(B) 13 200,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 13 200,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 18 MAI 2018

METROPOLE  
AIX-MARSEILLE-PROVENCE  
Pour le Président et par délégation  
La Vice-Présidente  
Arlette FRUGIER

# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

## A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	13 200,00	10,37%
PLAI adapté	12 960,00	10,18%
Conseil Général	13 410,00	10,54%
Conseil Régional	26 100,00	20,51%
Subvention EPCI	3 000,00	2,36%
Subvention Autres	13 410,00	10,54%
Ville de Marseille	4 745,90	3,73%
Crédit d'impôt (article 244 quater W du CGI)	882,38	0,69%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>87 708,28</b>	<b>68,91%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	16 456,00	12,93%
Prêt CDC logement	23 118,82	18,16%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>39 574,82</b>	<b>31,09%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>127 283,10</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>127 283,10</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 110 203,91 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Logements « Collectif »

1

Logements « Individuel »

Surface utile	69,58 m²
---------------	----------

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

Assiette \*

110 203,91 €

Taux de subvention

11,98 %

SUBVENTION

13 200,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1

Surface utile : 69,58 m²

Assiette : 110 203,91 €

SUBVENTION : 13 200,00 €

Taux moyen de subvention : 11,98 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

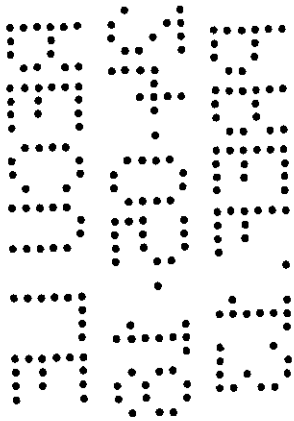
### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 13 200,00 €

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	95 180,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	21 961,94 €
Prestations intellectuelles et frais	8 216,00 €
Prix de Revient H.T.	125 357,94 €
Montant de la TVA	1 925,16 €
Prix de revient TTC	127 283,10 €
Prix de revient au M <sup>2</sup> de surface utile (PR / SU)	1 829,31 €

Type d'opération :        Hors opération spécifique







**DECISION DE FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE  
POUR PLAI-ADAPTES - CLOTURE**

**Numéro d'opération :**  
2015130550077\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
751956624

**Famille d'organisme**  
Tiers secteur

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

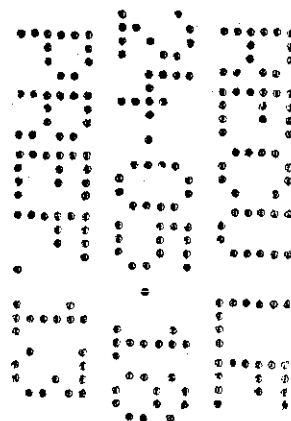
13013 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20181305500027  
**Nature de l'opération**  
Acquisition-Amélioration  
**Commune (Insee)**  
13213 Marseille - 13e arrondissement

**Exercice**  
2018

**Nature des logements**  
Logements ordinaires  
**Type de bénéficiaire**  
Ménages  
**Zone de prix**  
Zonage "123" : Zone 2  
Zonage "ABC" : Zone A



**Opération :** 1PLAIadapté/RésValdesPins/lgt179/13013/Pact13  
55 chemin de Chateau Gombert  
13013 MARSEILLE

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	16/12/2015	20151305500170
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE		
UES		
Code bénéficiaire : 751956624		
Adresse :		

10 che des grives

Ville :	13013 Marseille
Exercice :	2015

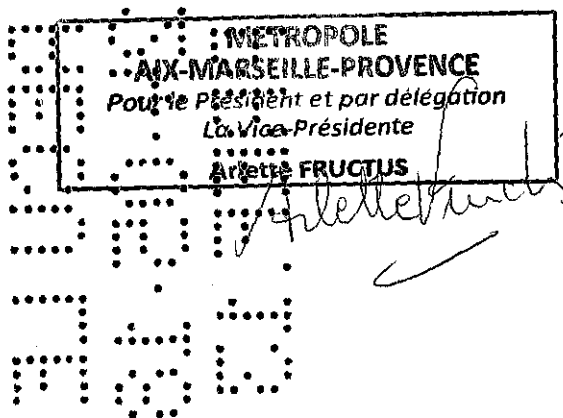
### CALCUL DU SOLDE A VERSER

Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	12 960,00 €	12 960,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 12 960,00 €
Nombre de logements financés		1

Fait à MARSEILLE

le :

18 MAI 2018



**ANNEXE A LA DECISION DE CLOTURE  
POUR PLAI ADAPTÉS**

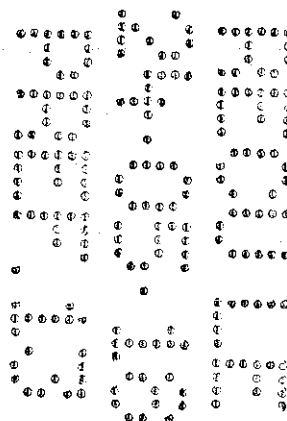
**A - CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION**

Montant de la subvention totale du dossier : 13 200,00 €

Aide	Logements individuels	Logements collectifs	Surface Utile (m²)
PLAI adaptés		1	69,58
<b>Consistance de l'opération concernant les logements PLAI :</b>			
PLAI		1	69,58

**B - CALCUL DE LA SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE PLAI ADAPTÉS**

Prix de revient pour le(s) logement(s) PLAI adaptés	127 283,10 €
Subvention totale	12 960,00 €
Subvention par logement	12 960,00 €
Nombre de logements financés	1



18 / 263 / D

**DECISION DE FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE  
POUR PLAI-ADAPTES - CLOTURE**

**Numéro d'opération :**  
2015130550144\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
751956624

**Famille d'organisme**  
Tiers secteur

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

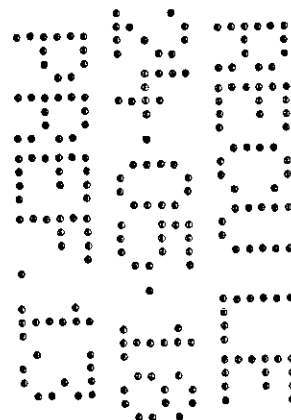
13013 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20181305500025  
**Nature de l'opération**  
Acquisition-Amélioration  
**Commune (Insee)**  
13214 Marseille - 14e arrondissement

**Nature des logements**  
Logements ordinaires  
**Type de bénéficiaire**  
Ménages  
**Zone de prix**  
Zonage "123" : Zone 2  
Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**  
2018



**Opération :** 1PLAI adapté/62 rue Paul Arène /13014/Pact  
62 boulevard Paul Arène  
13014 Marseille

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

<b>Département</b>	<b>Date</b>	<b>N° de décision</b>
Bouches du Rhône	11/12/2015	20151305500154
<b>Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)</b>		
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE		
UES		
Code bénéficiaire : 751956624		
<b>Adresse :</b>		

10 che des grives

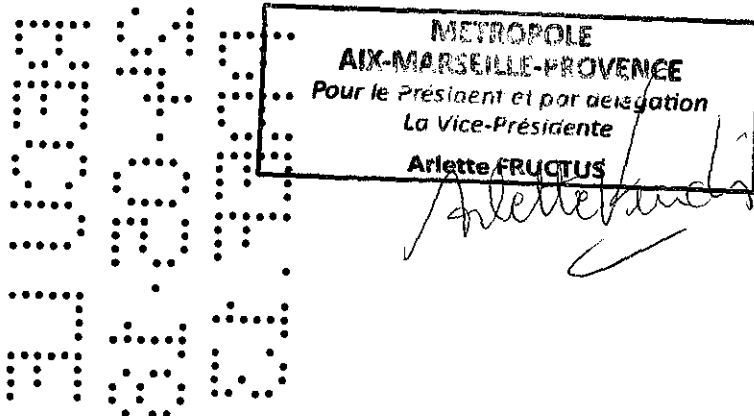
<b>Ville :</b>	13013 Marseille
<b>Exercice :</b>	2015

### CALCUL DU SOLDE A VERSER

	<b>Initiale</b>	<b>Recalculée</b>
<b>Subvention</b>		
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	12 960,00 €	12 960,00 €
<b>Montant des acomptes versés</b>		(C) 0,00 €
<b>Solde à verser</b>		(B-C) 12 960,00 €
<b>Nombre de logements financés</b>		1

Fait à MARSEILLE

le : 18 MAI 2018



**ANNEXE A LA DECISION DE CLOTURE  
POUR PLAI ADAPTÉS**

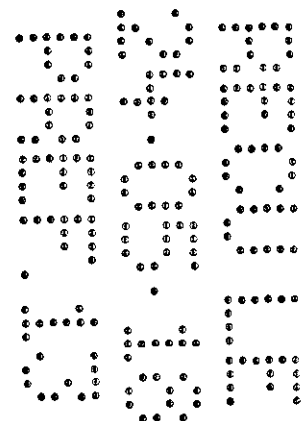
**A - CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION**

Montant de la subvention totale du dossier : 12 000,00 €

Aide	Logements individuels	Logements collectifs	Surface Utile (m²)
PLAI adaptés		1	62,25
<b>Consistance de l'opération concernant les logements PLAI :</b>			
PLAI		1	62,25

**B - CALCUL DE LA SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE PLAI ADAPTÉS**

Prix de revient pour le(s) logement(s) PLAI adaptés	131 921,88 €
Subvention totale	12 960,00 €
Subvention par logement	12 960,00 €
Nombre de logements financés	1



**DECISION DE CLOTURE**  
**POUR SURCHARGE FONCIERE**

**Numéro d'opération :**  
2013130550015\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
775690944

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE

immeuble Anthémis

118 bd marius vivier-merle

69003 Lyon

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**

20181305500020

**Nature de l'opération**

Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**

13203 Marseille - 3e arrondissement

**Nature des logements**

Logements ordinaires

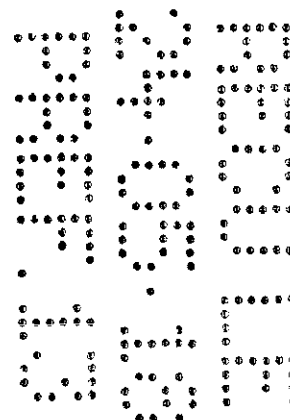
**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B



**Exercice**

2018

**Opération :** 59 PLUS /15PLAI/ Rue de Crimée /13003/ ICF  
97 rue de Crimée  
13003 Marseille

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

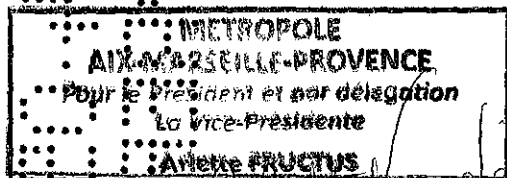
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	14/11/2013	20131305500130
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 775690944		
Adresse :		
	immeuble Anthémis	
	118 bd marius vivier-merle	
Ville :	69003 Lyon	
Exercice :	2013	

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 74)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	2 951 569,00 €	2 579 399,84 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	125 800,00	125 800,00
Montant des acomptes versés		(C) 12 076,80 €
Solde à verser		(B-C) 113 723,20 €

Fait à MARSEILLE

le : 18 MAI 2018





## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	125 800,00	4,88%
Subvention PEEC	125 800,00	4,88%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>251 600,00</b>	<b>9,75%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	2 327 799,84	90,25%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>2 327 799,84</b>	<b>90,25%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 579 399,84</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>2 579 399,84</b>	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence \* Surface Utile

7 274 911,50 €

Surface utile totale

6 326,01 m²

Dont SU Collectif

6 326,01

Dont SU Individuel

0,00

Charge foncière HT

6 991 374,00 €

TVA de la charge foncière

Charge foncière TTC

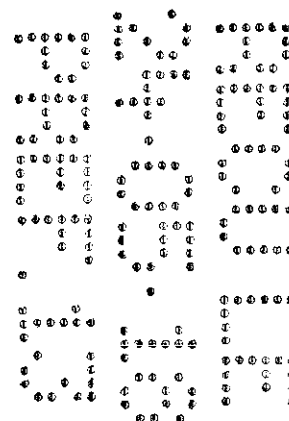
6 991 374,00 €

Assiette de subvention (dépassement)

2 579 399,84 €

Taux de la subvention

4,88 %



**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2013130550015\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
775690944

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE

immeuble Anthémis

118 bd marius vivier-merle

69003 Lyon

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20181305500021

**Nature de l'opération**  
Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**  
13203 Marseille - 3e arrondissement

**Exercice**  
2018

**Nature des logements**

Logements ordinaires

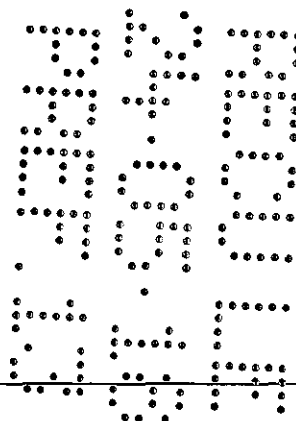
**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B



**Opération :** 59 PLUS /15PLAI/ Rue de Crimée /13003/ ICF  
97 rue de Crimée  
13003 Marseille

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

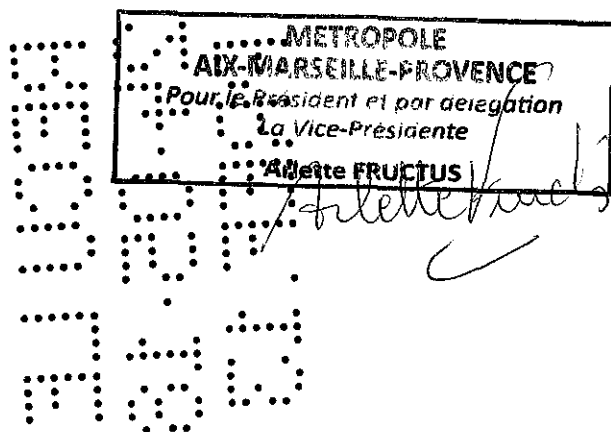
<b>Département</b>	<b>Date</b>	<b>N° de décision</b>
Bouches du Rhône	14/11/2013	20131305500129
<b>Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)</b>		
I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 775690944		
<b>Adresse :</b>		
immeuble Anthémis		
118 bd marius vivier-merle		
<b>Ville :</b>		
69003 Lyon		
<b>Exercice :</b>		
2013		

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 74)

<b>Assiette de subvention</b>	<b>A la date de la DF 5161</b>	<b>Recalculée</b>
	9 784 131,36 €	9 868 849,63 €
<b>Subvention</b>	<b>Initiale</b>	<b>Recalculée</b>
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 308 300,00 €	(B) 308 300,00 €
<b>Montant des acomptes versés</b>		(C) 92 490,00 €
<b>Solde à verser</b>		(B-C) 215 810,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 18 MAI 2018



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

## A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

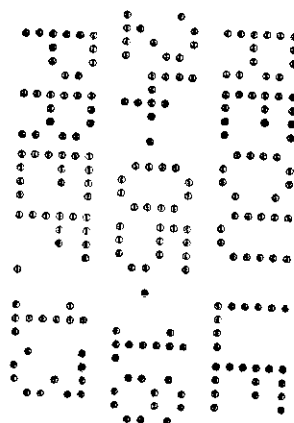
Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	96 500,00	1,32%
Surcharge foncière	100 300,00	1,37%
Subvention PEEC	100 300,00	1,37%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	177 000,00	2,42%
Ville de Marseille	438 483,10	6,01%
Subvention Autres	258 135,00	3,54%
Conseil Régional	177 000,00	2,42%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>1 347 718,10</b>	<b>18,46%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	4 719 670,00	64,65%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>4 719 670,00</b>	<b>64,65%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	1 232 850,24	16,89%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>1 232 850,24</b>	<b>16,89%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>7 300 238,34</b>	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	211 800,00	8,29%
Surcharge foncière	25 500,00	1,00%
Subvention PEEC	25 500,00	1,00%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	45 000,00	1,76%
Ville de Marseille	120 000,00	4,70%
Subvention Autres	0,00	0,00%
Conseil Régional	45 000,00	1,76%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>472 800,00</b>	<b>18,51%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 767 836,00	69,22%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 767 836,00</b>	<b>69,22%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	313 437,00	12,27%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>313 437,00</b>	<b>12,27%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 554 073,00</b>	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	222 000,00	2,25%
Subvention Autres	258 135,00	2,62%
Conseil Régional	222 000,00	2,25%
Ville de Marseille	558 483,10	5,67%



Subvention PEEC	125 800,00	1,28%
Subvention Etat	308 300,00	3,13%
Surcharge foncière	125 800,00	1,28%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>1 820 518,10</b>	<b>18,47%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	6 487 506,00	65,83%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>6 487 506,00</b>	<b>65,83%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	1 546 287,24	15,69%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>1 546 287,24</b>	<b>15,69%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>9 854 311,34</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>9 854 311,34</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 9 868 849,63 €

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	59	4 973,33 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLUS »</b>	<b>59</b>	<b>4 973,33 m²</b>
Assiette *	:	7 758 610,23 €
Taux de subvention	:	1,24 %
<b>SUBVENTION</b>	:	<b>96 500,00 €</b>

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	15	1 352,68 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLA-I »</b>	<b>15</b>	<b>1 352,68 m²</b>
Assiette *	:	2 110 239,40 €
Taux de subvention	:	10,04 %
<b>SUBVENTION</b>	:	<b>211 800,00 €</b>

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 74	Surface utile :	6 326,01 m²
Assiette : 9 868 849,63 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>308 300,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	3,12 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### Surcharge foncière

Surface utile totale	:	6 326,01 m²
Assiette de subvention	:	2 579 399,84 €
Taux de subvention	:	4,88 %
Montant de subvention	:	<b>125 800,00 €</b>

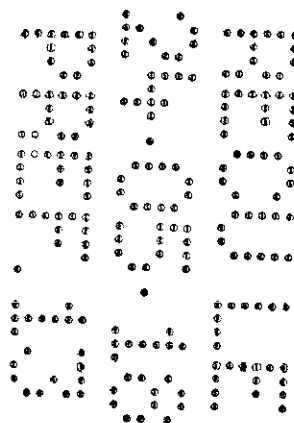
### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 434 100,00 €

**II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)**

Charge immobilière HT	6 991 374,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 162 612,00 €
Prestations intellectuelles et frais	196 855,59 €
Prix de Revient H.T.	9 350 841,59 €
Montant de la TVA	503 469,75 €
Prix de revient TTC	9 854 311,34 €
Prix de revient au M <sup>2</sup> de surface utile (PR / SU)	1 557,75 €

Type d'opération : accord Action Logement 2013-2015



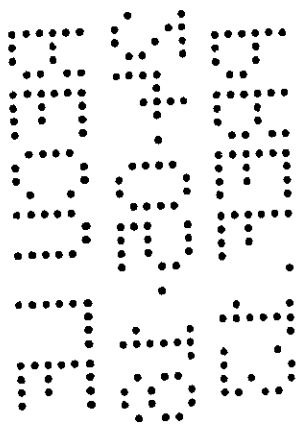
## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	125 800,00	4,88%
Subvention PEEC	125 800,00	4,88%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>251 600,00</b>	<b>9,75%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	2 327 799,84	90,25%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>2 327 799,84</b>	<b>90,25%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 579 399,84</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>2 579 399,84</b>	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	7 274 911,50 €
Surface utile totale	6 326,01 m²
Dont SU Collectif	6 326,01
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	6 991 374,00 €
Assiette de subvention (dépassement)	2 579 399,84 €
Taux de la subvention	4,88 %



DECISION DE FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE  
POUR PLAI-ADAPTES - CLOTURE

**Numéro d'opération :**  
2015130550084\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
751956624

**Famille d'organisme**  
Tiers secteur

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20181305500014

**Nature de l'opération**  
Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**  
13214 Marseille - 14e arrondissement

**Exercice**  
2018

**Nature des logements**

Logements ordinaires

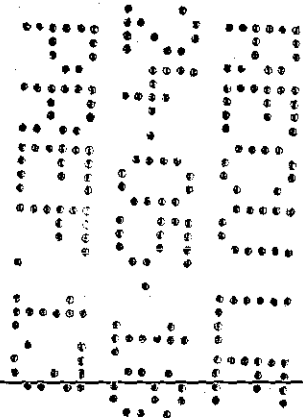
**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A



**Opération :** IPLAadapté/16BdCasanova/ét5/logt23/13014/Pact13  
16 boulevard Danielle Casanova  
13014 MARSEILLE



## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	11/12/2015	20151305500153
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE		
UES		
Code bénéficiaire : 751956624		
Adresse :		

10 che des grives

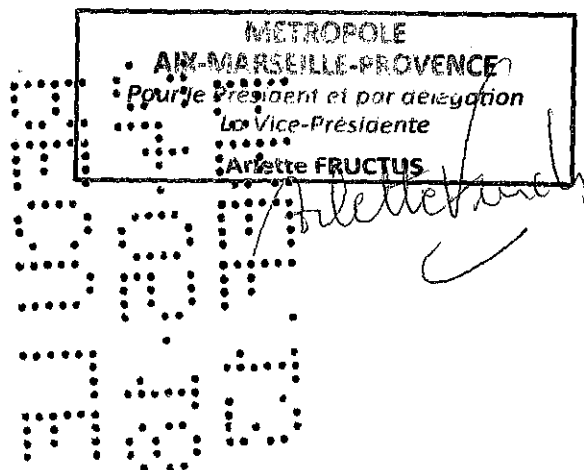
Ville :	13013 Marseille
Exercice :	2015

### CALCUL DU SOLDE A VERSER

Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	12 960,00 €	12 960,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 12 960,00 €
Nombre de logements financés		1

Fait à MARSEILLE

le : 18 MAI 2018



# **ANNEXE A LA DECISION DE CLOTURE POUR PLAI ADAPTÉS**

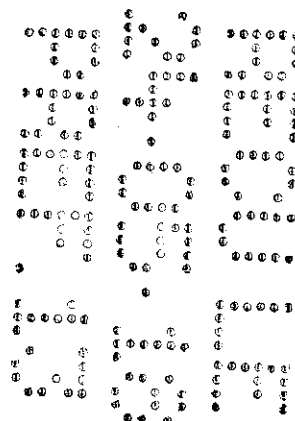
## **A - CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION**

Montant de la subvention totale du dossier : 13 200,00 €

Aide	Logements individuels	Logements collectifs	Surface Utile (m²)
PLAI adaptés		1	80,16
<b>Consistance de l'opération concernant les logements PLAI :</b>			
PLAI		1	80,16

## **B - CALCUL DE LA SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE PLAI ADAPTÉS**

Prix de revient pour le(s) logement(s) PLAI adaptés	138 855,58 €
Subvention totale	12 960,00 €
Subvention par logement	12 960,00 €
Nombre de logements financés	1



DECISION DE FINANCEMENT  
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :  
2015130550084\_C

N° SIREN du maître d'ouvrage  
751956624

Famille d'organisme  
Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...  
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision  
20181305500015

Nature de l'opération  
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)  
13214 Marseille - 14e arrondissement

Exercice  
2018

Nature des logements

Logements ordinaires

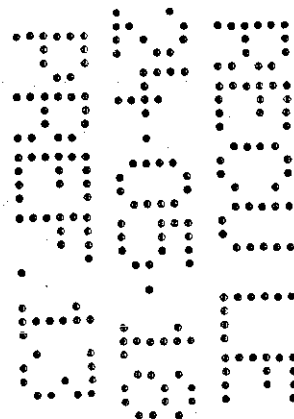
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A



Opération : 1PLAIdapté/16BdCasanova/ét5/logt23/13014/Pact13  
16 boulevard Danielle Casanova  
13014 MARSEILLE

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	11/12/2015	20151305500152
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE		
UES		
Code bénéficiaire : 751956624		
Adresse :		

10 che des grives

Ville :	13013 Marseille
Exercice :	2015

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	125 483,36 €	123 219,73 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 13 200,00 €	(B) 13 200,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 13 200,00 €

Fait à MARSEILLE

le :

18 MAI 2016



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

## A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	13 200,00	9,51%
PLAI adapté	12 960,00	9,33%
Conseil Général	13 601,00	9,80%
Conseil Régional	30 900,00	22,25%
Subvention EPCI	3 000,00	2,16%
Ville de Marseille	5 000,00	3,60%
Subvention Autres	13 601,00	9,80%
Crédit d'impôt (article 244 quater X du CGI)	706,82	0,51%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>92 968,82</b>	<b>66,95%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	24 582,30	17,70%
Prêt CDC foncier	21 304,46	15,34%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>45 886,76</b>	<b>33,05%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>138 855,58</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>138 855,58</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 123 219,73 €

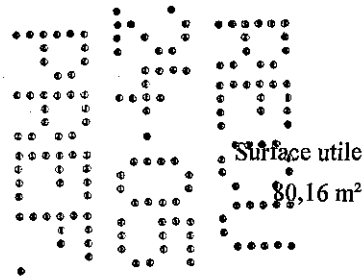
Aide : PLA-I

Nombre de logements

Logements « Collectif »

1

Logements « Individuel »



Surface utile  
80,16 m²

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

Assiette \*

Taux de subvention

SUBVENTION

80,16 m²
123 219,73 €
10,71 %
13 200,00 €

## TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1

Surface utile :

80,16 m²

Assiette : 123 219,73 €

SUBVENTION :

13 200,00 €

Taux moyen de subvention :

10,71 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

## TOTAL GENERAL DE LA DECISION

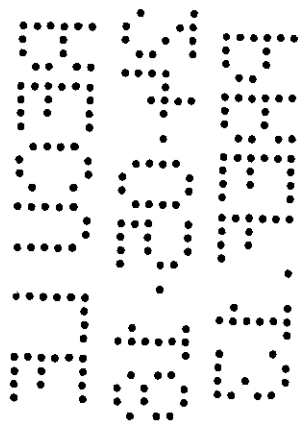
SUBVENTION :

13 200,00 €

## II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	111 654,02 €
Coût du bâtiment ou des travaux	17 571,85 €
Prestations intellectuelles et frais	8 059,00 €
Prix de Revient H.T.	137 284,87 €
Montant de la TVA	1 570,71 €
Prix de revient TTC	138 855,58 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	1 732,23 €

Type d'opération :      Hors opération spécifique



**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2014130550098\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
662620079

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

**Décisionnaire**

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20181305500024

**Nature de l'opération**  
Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**  
13208 Marseille - 8e arrondissement

**Exercice**  
2018

**Nature des logements**

Logements ordinaires

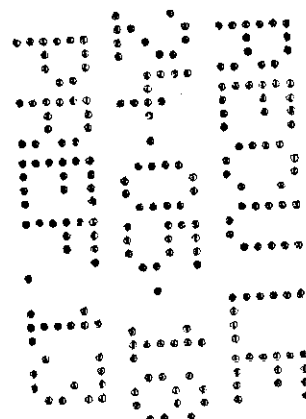
**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B



**Opération :** PLS RESIDENCE COSTEBELLE - Marseille  
Boulevard Perrier  
13008 MARSEILLE

## FICHE DE FIN D'OPERATION

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	30/12/2014	20141305500245
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
GRAND DELTA HABITAT		
Sté coopérative HLM /SCIC		
Code bénéficiaire : 662620079		
Adresse :		

3 rue Martin Luther King

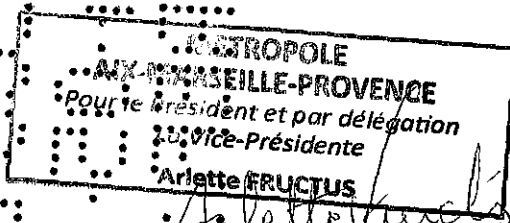
Ville :	84000 AVIGNON
Exercice :	2014

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 40)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	0,00 €	0,00 €
Subvention	Initiale	Recalculée
	(A) 0,00 €	(B) 0,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 0,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 18 MAI 2018





# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

## A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC foncier PLS	3 223 795,00	32,40%	2,11%
Prêts PEEC	560 000,00	5,63%	
Prêt CDC logement	2 737 790,00	27,52%	2,11%
Prêt complémentaire CDC	3 427 326,00	34,45%	2,11%
<b>Sous-total Prêts</b>	9 948 911,00	100,00%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
<b>Sous-total Fonds Propres</b>			
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	9 948 911,00	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	9 948 911,00		

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

40

3 414,85 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

40

3 414,85 m²

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 40

Surface utile :

3 414,85 m²

Assiette : 0,00 €

**SUBVENTION**

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

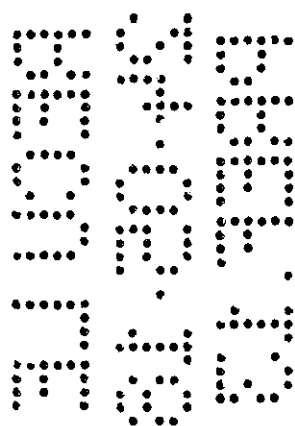
**SUBVENTION :**

0,00 €

## II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	3 102 514,81 €
Coût du bâtiment ou des travaux	5 246 869,00 €
Prestations intellectuelles et frais	1 310 948,60 €
Prix de Revient H.T.	9 660 332,41 €
Montant de la TVA	288 578,59 €
Prix de revient TTC	9 948 911,00 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	2 913,43 €

Type d'opération :      Hors opération spécifique



**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2015130550143\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
751956624

**Famille d'organisme**  
Tiers secteur

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20181305500017

**Nature de l'opération**  
Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**  
13214 Marseille - 14e arrondissement

**Exercice**  
2018

**Nature des logements**

Logements ordinaires

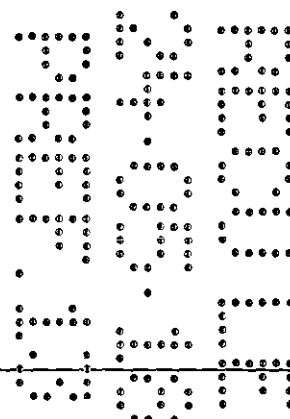
**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A



**Opération :** IPLAI adapté/16 Bd Casanova ét3 logt17 /13015/Pact  
16 boulevard Casanova  
13014 Marseille

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	11/12/2015	20151305500145
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE		
UES		
Code bénéficiaire : 751956624		
Adresse :		

10 che des grives

Ville :	13013 Marseille
Exercice :	2015

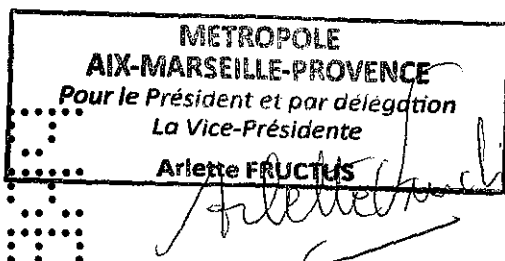
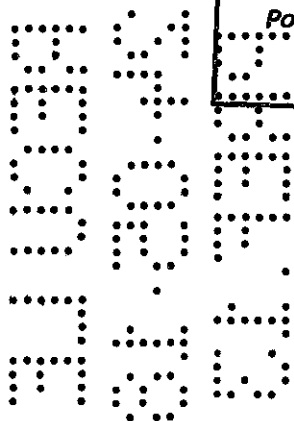
### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	114 374,39 €	114 374,39 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 15 000,00 €	(B) 15 000,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 15 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le :

18 MAI 2018



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

## A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	15 000,00	10,58%
PLAI adapté	12 960,00	9,14%
Conseil Général	14 560,00	10,27%
Conseil Régional	27 600,00	19,47%
Subvention EPCI	3 000,00	2,12%
Subvention Autres	14 560,00	10,27%
Ville de Marseille	4 866,82	3,43%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>92 546,82</b>	<b>65,30%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	18 523,00	13,07%
Prêts Autres	689,97	0,49%
Prêt CDC logement	29 963,81	21,14%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>49 176,78</b>	<b>34,70%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>141 723,60</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>141 723,60</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 114 374,39 €

Aide : **PLA-I**

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	72,97 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLA-I »</b>	<b>1</b>	<b>72,97 m²</b>
<b>Assiette *</b>		<b>114 374,39 €</b>
<b>Taux de subvention</b>		<b>13,11 %</b>
<b>SUBVENTION</b>		<b>15 000,00 €</b>

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1	Surface utile :	72,97 m²
Assiette : 114 374,39 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>15 000,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	13,11 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

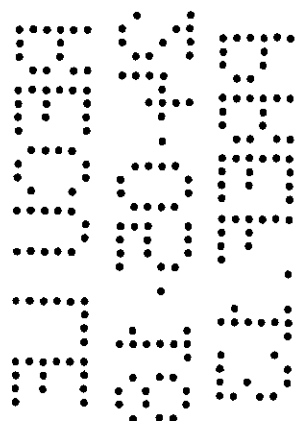
### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 15 000,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	115 263,92 €
Coût du bâtiment ou des travaux	13 764,88 €
Prestations intellectuelles et frais	11 161,50 €
Prix de Revient H.T.	140 190,33 €
Montant de la TVA	1 533,27 €
Prix de revient TTC	141 723,60 €
Prix de revient au M <sup>2</sup> de surface utile (PR / SU)	1 942,22 €

Type d'opération :        Hors opération spécifique



**DECISION DE FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE**  
**POUR PLAI-ADAPTES - CLOTURE**

**Numéro d'opération :**  
 2015130550143\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
 751956624

**Famille d'organisme**  
 Tiers secteur

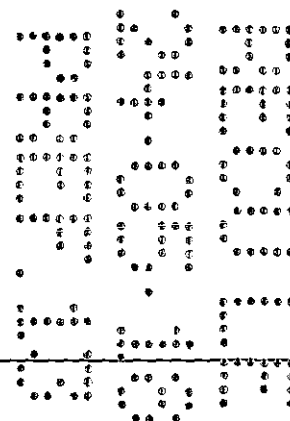
**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
 SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE  
  
 10 che des grives  
  
 13013 Marseille

**Décisionnaire**  
 Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
 20181305500016  
**Nature de l'opération**  
 Acquisition-Amélioration  
**Commune (Insee)**  
 13214 Marseille - 14e arrondissement

**Nature des logements**  
 Logements ordinaires  
**Type de bénéficiaire**  
 Ménages  
**Zone de prix**  
 Zonage "123" : Zone 2  
 Zonage "ABC" : Zone A

**Exercice**  
 2018



**Opération :** IPLAI adapté/16 Bd Casanova ét3 logt17 /13015/Pact  
 16 boulevard Casanova  
 13014 Marseille

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	11/12/2015	20151305500144
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE		
UES		
Code bénéficiaire : 751956624		
Adresse :		

10 che des grives

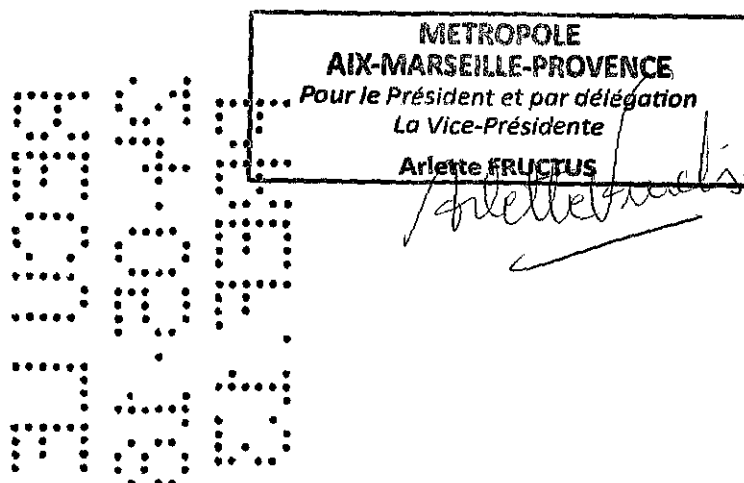
Ville :	13013 Marseille
Exercice :	2015

### CALCUL DU SOLDE A VERSER

Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	12 960,00 €	12 960,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 12 960,00 €
Nombre de logements financés		1

Fait à MARSEILLE

le : 18 MAI 2016





# **ANNEXE A LA DECISION DE CLOTURE POUR PLAI ADAPTÉS**

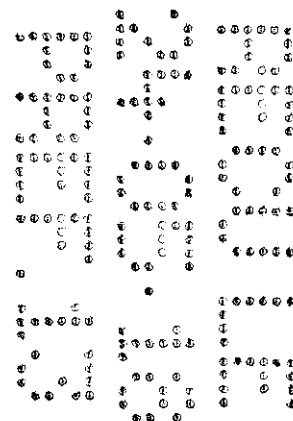
## **A - CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION**

Montant de la subvention totale du dossier : 15 000,00 €

Aide	Logements individuels	Logements collectifs	Surface Utile (m²)
PLAI adaptés		1	72,97
<b>Consistance de l'opération concernant les logements PLAI :</b>			
PLAI		1	72,97

## **B - CALCUL DE LA SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE PLAI ADAPTÉS**

Prix de revient pour le(s) logement(s) PLAI adaptés	141 723,60 €
Subvention totale	12 960,00 €
Subvention par logement	12 960,00 €
Nombre de logements financés	1



18 / 271 / 0

**DECISION DE FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE  
POUR PLAI-ADAPTES - CLOTURE**

**Numéro d'opération :**  
2015130550068\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
751956624

**Famille d'organisme**  
Tiers secteur

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

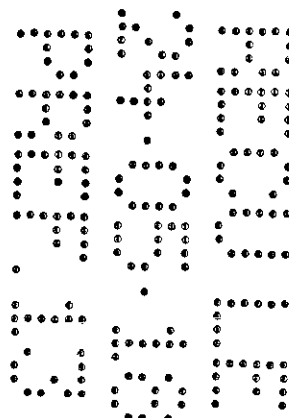
13013 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20181305500018  
**Nature de l'opération**  
Acquisition-Amélioration  
**Commune (Insee)**  
13213 Marseille - 13e arrondissement

**Exercice**  
2018

**Nature des logements**  
Logements ordinaires  
**Type de bénéficiaire**  
Ménages  
**Zone de prix**  
Zonage "123" : Zone 2  
Zonage "ABC" : Zone A



**Opération :** 1PLAadapté/RésVieuxCyprès/logt26/13013/Pact13  
Résidence Cyprès  
6 boulevard Moutte  
13013 MARSEILLE

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

<b>Département</b>	<b>Date</b>	<b>N° de décision</b>
Bouches du Rhône	11/12/2015	20151305500151
<b>Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)</b>		
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE		
UES		
Code bénéficiaire : 751956624		
<b>Adresse :</b>		

10 che des grives

<b>Ville :</b>	13013 Marseille
<b>Exercice :</b>	2015

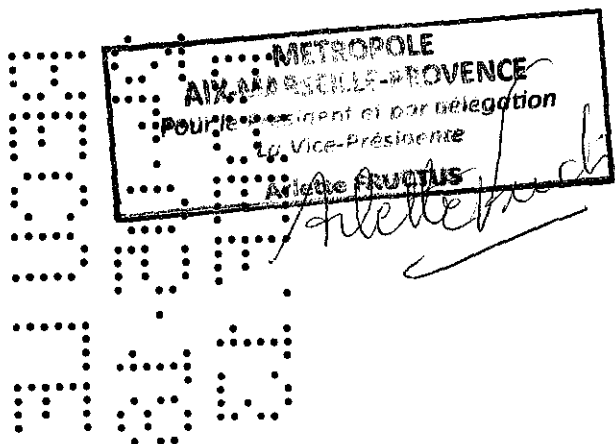
### CALCUL DU SOLDE A VERSER

Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	12 960,00 €	12 960,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 12 960,00 €
Nombre de logements financés		1

Fait à MARSEILLE

le :

18 MAI 2016



**ANNEXE A LA DECISION DE CLOTURE  
POUR PLAI ADAPTÉS**

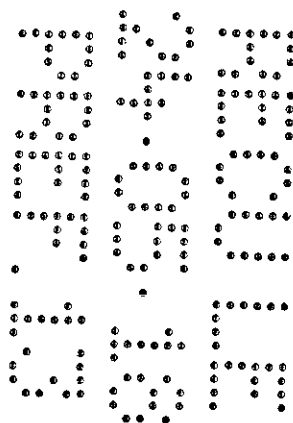
**A - CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION**

Montant de la subvention totale du dossier : 13 200,00 €

Aide	Logements individuels	Logements collectifs	Surface Utile (m²)
PLAI adaptés		1	77,67
<b>Consistance de l'opération concernant les logements PLAI :</b>			
PLAI		1	80,20

**B - CALCUL DE LA SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE PLAI ADAPTÉS**

Prix de revient pour le(s) logement(s) PLAI adaptés	128 931,08 €
Subvention totale	12 960,00 €
Subvention par logement	12 960,00 €
Nombre de logements financés	1



DECISION DE FINANCEMENT  
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :

2015130550068\_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

751956624

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500019

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13213 Marseille - 13e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

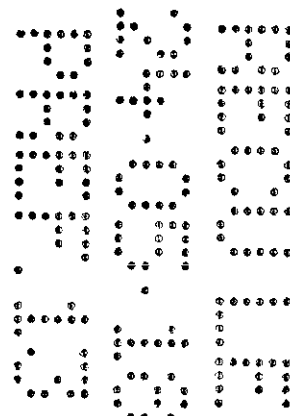
Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2018



Opération : 1PLAIdapté/RésVieuxCyprès/logt26/13013/Pact13  
Résidence Cyprès  
6 boulevard Moutte  
13013 MARSEILLE

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

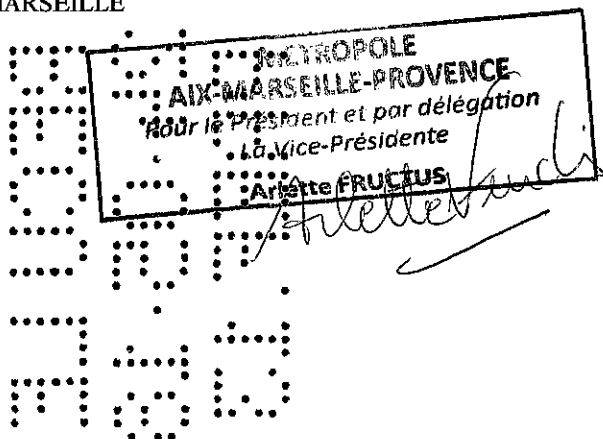
<b>Département</b>	<b>Date</b>	<b>N° de décision</b>
Bouches du Rhône	11/12/2015	20151305500150
<b>Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)</b>		
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE		
UES		
Code bénéficiaire : 751956624		
<b>Adresse :</b>		
10 che des grives		
<b>Ville :</b>	13013 Marseille	
<b>Exercice :</b>	2015	

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

<b>Assiette de subvention</b>	<b>A la date de la DF 5161</b>	<b>Recalculée</b>
	120 156,47 €	123 268,95 €
<b>Subvention</b>	<b>Initiale</b>	<b>Recalculée</b>
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 13 200,00 €	(B) 13 200,00 €
<b>Montant des acomptes versés</b>		(C) 0,00 €
<b>Solde à verser</b>		(B-C) 13 200,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 18 MAI 2018



## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	13 200,00	10,24%
PLAI adapté	12 960,00	10,05%
Conseil Régional	27 000,00	20,94%
Subvention EPCI	3 000,00	2,33%
Ville de Marseille	5 000,00	3,88%
Subvention Autres	13 104,00	10,16%
Conseil Général	13 104,00	10,16%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>87 368,00</b>	<b>67,76%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	15 286,00	11,86%
Autres	824,90	0,64%
Prêt CDC logement	25 452,18	19,74%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>41 563,08</b>	<b>32,24%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>128 931,08</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>128 931,08</b>	

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 123 268,95 €

Aide : **PLA-I**

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	80,20 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLA-I »</b>	<b>1</b>	<b>80,20 m²</b>
Assiette *		123 268,95 €
Taux de subvention		10,71 %
<b>SUBVENTION</b>		<b>13 200,00 €</b>

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1	Surface utile :	80,20 m²
Assiette : 123 268,95 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>13 200,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	10,71 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

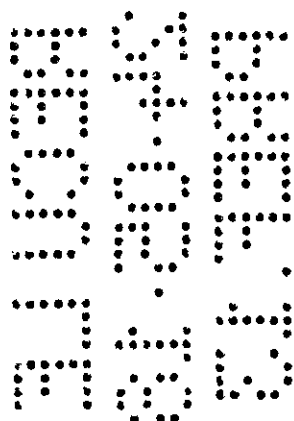
### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 13 200,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	99 112,80 �
Coût du bâtiment ou des travaux	18 105,42 �
Prestations intellectuelles et frais	9 879,75 �
Prix de Revient H.T.	127 097,97 �
Montant de la TVA	1 833,11 �
Prix de revient TTC	128 931,08 �
Prix de revient au M� de surface utile (PR / SU)	1 607,62 �

Type d'opération :      Hors opération spécifique





**DECISION DE FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE  
POUR PLAI-ADAPTES - CLOTURE**

**Numéro d'opération :**  
2015130550070\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
751956624

**Famille d'organisme**  
Tiers secteur

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

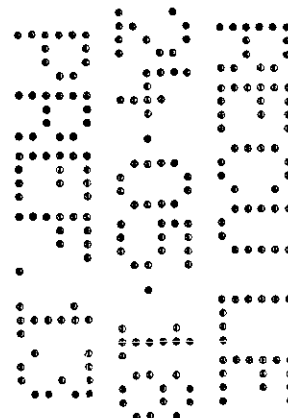
13013 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20181305500012  
**Nature de l'opération**  
Acquisition-Amélioration  
**Commune (Insee)**  
13214 Marseille - 14e arrondissement

**Exercice**  
2018

**Nature des logements**  
Logements ordinaires  
**Type de bénéficiaire**  
Ménages  
**Zone de prix**  
Zonage "123" : Zone 2  
Zonage "ABC" : Zone A



**Opération :**  
IPLAI adapté/16 Casanova ét1 logt 11/13014/Pact 13  
16 boulevard Danielle Casanova  
13014 MARSEILLE

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

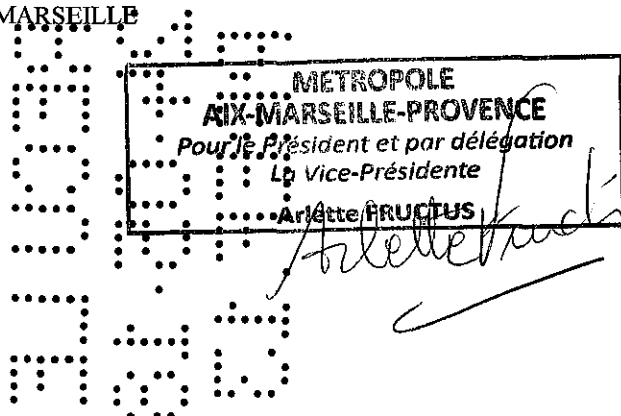
<b>Département</b>	<b>Date</b>	<b>N° de décision</b>
Bouches du Rhône	11/12/2015	20151305500158
<b>Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)</b>		
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE		
UES		
Code bénéficiaire : 751956624		
<b>Adresse :</b>		
10 che des grives		
<b>Ville :</b>	13013 Marseille	
<b>Exercice :</b>	2015	

### CALCUL DU SOLDE A VERSER

Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	12 960,00 €	12 960,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 12 960,00 €
Nombre de logements financés		1

Fait à MARSEILLE

le : 18 MAI 2018



**ANNEXE A LA DECISION DE CLOTURE  
POUR PLAI ADAPTÉS**

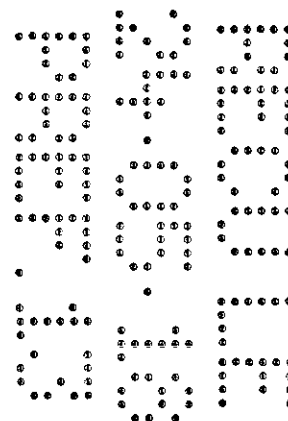
**A - CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION**

Montant de la subvention totale du dossier : 13 200,00 €

Aide	Logements individuels	Logements collectifs	Surface Utile (m²)
PLAI adaptés		1	78,29
<b>Consistance de l'opération concernant les logements PLAI :</b>			
PLAI		1	78,29

**B - CALCUL DE LA SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE PLAI ADAPTÉS**

Prix de revient pour le(s) logement(s) PLAI adaptés	128 637,07 €
Subvention totale	12 960,00 €
Subvention par logement	12 960,00 €
Nombre de logements financés	1



**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2015130550070\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
751956624

**Famille d'organisme**  
Tiers secteur

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20181305500013

**Nature de l'opération**  
Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**  
13214 Marseille - 14e arrondissement

**Exercice**  
2018

**Nature des logements**

Logements ordinaires

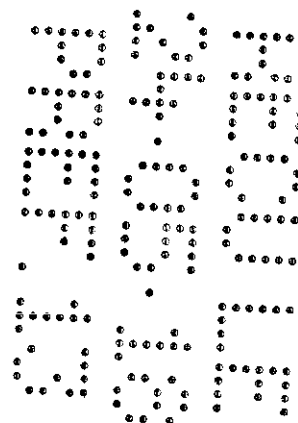
**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A



**Opération :**  
1PLAI adapté/16 Casanova ét1 logt 11/13014/Pact 13  
16 boulevard Danielle Casanova  
13014 MARSEILLE

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

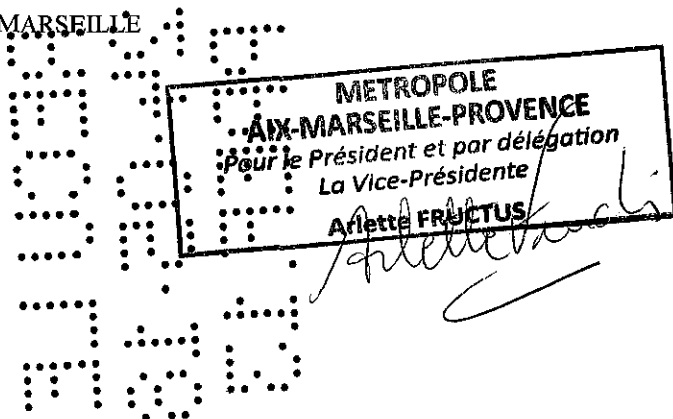
<b>Département</b>	<b>Date</b>	<b>N° de décision</b>
Bouches du Rhône	11/12/2015	20151305500159
<b>Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)</b>		
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE		
UES		
Code bénéficiaire : 751956624		
<b>Adresse :</b>		
10 che des grives		
<b>Ville :</b>	13013 Marseille	
<b>Exercice :</b>	2015	

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

<b>Assiette de subvention</b>	<b>A la date de la DF 5161</b>	<b>Recalculée</b>
	120 919,21 €	120 919,21 €
<b>Subvention</b>	<b>Initiale</b>	<b>Recalculée</b>
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 13 200,00 €	(B) 13 200,00 €
<b>Montant des acomptes versés</b>		(C) 0,00 €
<b>Solde à verser</b>		(B-C) 13 200,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 18 MAI 2018



## ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

### A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	13 200,00	10,26%
PLAI adapté	12 960,00	10,07%
Conseil Général	13 006,00	10,11%
Conseil Régional	31 500,00	24,49%
Subvention EPCI	3 000,00	2,33%
Ville de Marseille	5 000,00	3,89%
Subvention Autres	12 876,00	10,01%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>91 542,00</b>	<b>71,16%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	13 437,00	10,45%
Prêt CDC logement	23 433,00	18,22%
Prêts Autres	225,07	0,17%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>37 095,07</b>	<b>28,84%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>128 637,07</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>128 637,07</b>	

### B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 120 919,21 €

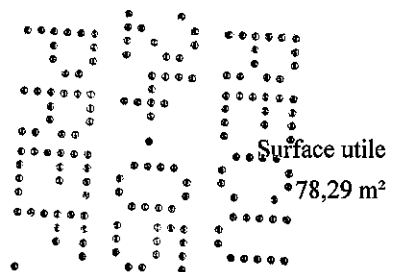
Aide : **PLA-I**

Nombre de logements

Logements « Collectif »

1

Logements « Individuel »



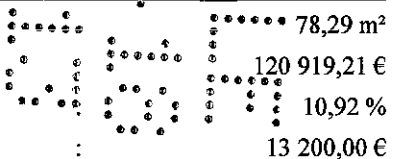
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

Assiette \*

Taux de subvention

SUBVENTION



### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1

Surface utile :

78,29 m²

Assiette : 120 919,21 €

**SUBVENTION** :

**13 200,00 €**

Taux moyen de subvention :

10,92 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

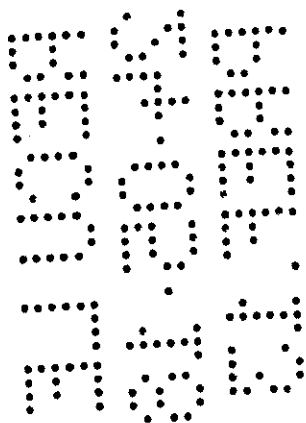
**SUBVENTION** :

**13 200,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	114 844,03 €
Coût du bâtiment ou des travaux	5 001,73 €
Prestations intellectuelles et frais	8 291,14 €
Prix de Revient H.T.	128 136,90 €
Montant de la TVA	500,17 €
Prix de revient TTC	128 637,07 €
Prix de revient au M <sup>2</sup> de surface utile (PR / SU)	1 643,08 €

Type d'opération :        Hors opération spécifique



**DECISION DE CLOTURE**  
**POUR L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS**

**Numéro d'opération :**  
2011130550028\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
788058030

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

ADOMA

42 r cambronne

75015 Paris

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20181305500001

**Nature de l'opération**  
Réhabilitation Palulos

**Commune (Insee)**  
13203 Marseille - 3e arrondissement

**Exercice**  
2018

**Nature des logements**

Autres logements foyers

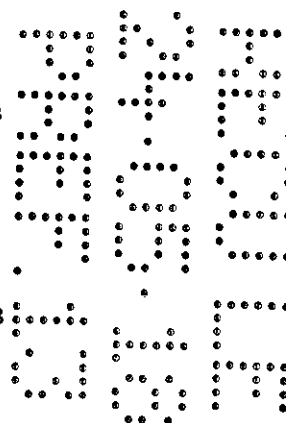
**Type de bénéficiaire**

Publics issus de FTM

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B



**Opération :** PALULOS - Résidence Sociale / FTM ALOUETTE  
44 Traverse du Moulin de Vilette  
13003 Marseille 3e



## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

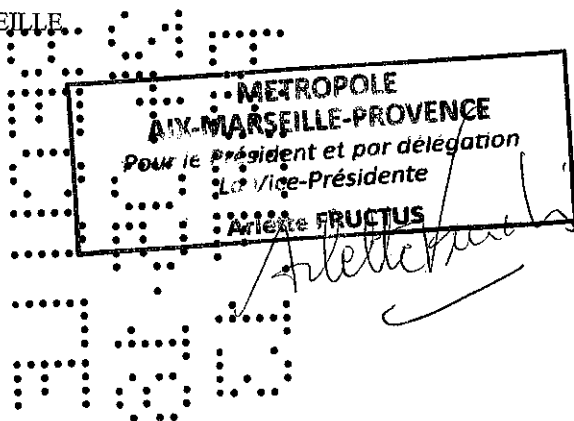
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	06/12/2011	20111305500002
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
ADOMA		
SEM / EPL		
Code bénéficiaire : 788058030		
Adresse :		
42 r cambronne		
Ville :	75015 Paris	
Exercice :	2011	

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 94)

Assiette de subvention	Initiale	Recalculée
	2 777 100,00 €	2 499 693,09 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	363 000,00 €	(B) 326 959,86 €
Montant des acomptes versés		(C) 288 948,00 €
Solde à verser		(B-C) 38 011,86 €

Fait à MARSEILLE

le : 18 MAI 2018



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION (4171)

## A - DESCRIPTIF DES TRAVAUX PREVUS PAR LA PRESENTE DECISION

Nomenclature des travaux	Nombre de logement concernés	Montant H.T. et hors honoraires des Travaux réalisés
10 - Gros oeuvre - maçonnerie	94	338 555,26 €
20 - Toitures		71 958,55 €
30 - Isolation thermique		
40 - Revêtements extérieurs hors isolation	94	
50 - Menuiseries intérieures et extérieures	94	323 307,49 €
60 - Plomberie - sanitaire		394 032,99 €
70 - Chauffage - ventilation	94	141 482,00 €
80 - Installation électrique	94	354 523,82 €
90 - Revêtements intérieurs - peinture	94	290 105,42 €
100 - Ascenseurs	94	63 329,72 €
110 - Désamiantage	94	18 321,09 €
120 - Espaces extérieurs	94	
130 - Autres	94	235 644,47 €
dont : Chauffe-eau solaire Economie d'énergie Travaux d'accessibilité		
<b>Honoraires</b>		268 432,28 €
<b>TOTAL HT</b>		2 499 693,09 €

Subventionnement à l'opération			
Type d'opération : Réhab. logement foyer			
Travaux subventionnés	Montant	Taux	Montant de la subvention
Montant Total subventionné TTC	2 499 693,09 €	13,08 %	326 959,86 €

## B - INFORMATIONS FINANCIERES

Aide : **PALULOS**

Financements	Montants	Quotités	Taux	Durée
<b>I - Partie Subventions</b>				
Subvention Etat	326 959,86	13,08%		
Conseil Régional	205 031,05	8,20%		
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>531 990,91</b>	<b>21,28%</b>		
<b>II - Partie Prêts</b>				
Prêts PEEC	767 405,78	30,70%		15,00
Prêts Autres	968 631,07	38,75%	0,00%	30,00
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 736 036,85</b>	<b>69,45%</b>		
<b>III - Partie Fonds Propres</b>				
Fonds propres	231 665,33	9,27%		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>231 665,33</b>	<b>9,27%</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 499 693,09</b>	<b>100,00%</b>		
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>2 499 693,09</b>			

Les quotités sont exprimées par rapport au montant total des travaux réalisés

MONTANT TOTAL DES TRAVAUX REALISES : 2 499 693,09 € TTC (dont TVA à taux réduit)

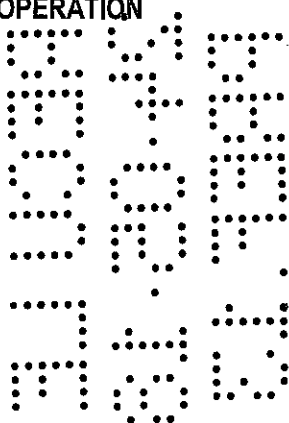
Soit: 26 592,48 €/Logement

MONTANT TOTAL DES TRAVAUX SUBVENTIONNES : 2 499 693,09 € (dont TVA à taux réduit)

Soit: 26 592,48 €/Logement

## C - TYPE D'OPERATION

Réhab. logement foyer



**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2012130550014\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
788058030

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

ADOMA

42 r cambronne

75015 Paris

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20181305500035

**Nature de l'opération**  
Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**  
13201 Marseille - 1er arrondissement

**Exercice**  
2018

**Nature des logements**

Résidence sociale

**Type de bénéficiaire**

Autres publics spécifiques

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B.

**Opération :** PLAI - Résidence Sociale MARCHE DES CAPUCINS  
16 Marché des Capucins  
13001 Marseille 1er

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

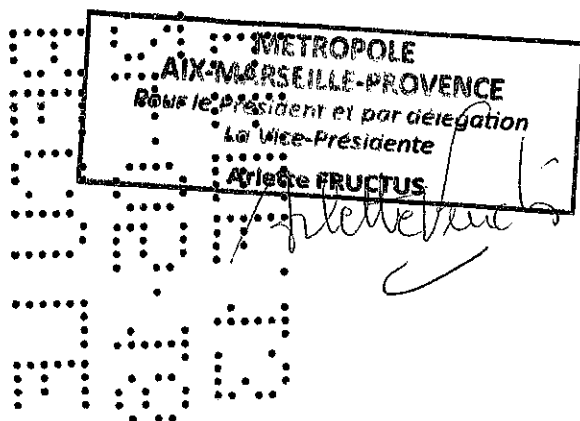
<b>Département</b>	<b>Date</b>	<b>N° de décision</b>
Bouches du Rhône	22/08/2012	20121305500050
<b>Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)</b>		
ADOMA		
SEM / EPL		
Code bénéficiaire : 788058030		
<b>Adresse :</b>		
42 r cambronne		
<b>Ville :</b>	75015 Paris	
<b>Exercice :</b>	2012	

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 10)

<b>Assiette de subvention</b>	<b>A la date de la DF 5161</b>	<b>Recalculée</b>
	664 897,23 €	753 588,84 €
<b>Subvention</b>	<b>Initiale</b>	<b>Recalculée</b>
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 110 000,00 €	(B) 110 000,00 €
<b>Montant des acomptes versés</b>		(C) 88 000,00 €
<b>Solde à verser</b>		(B-C) 22 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 18 MAI 2018



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

## A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	110 000,00	13,83%
Surcharge foncière	20 000,00	2,51%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	30 000,00	3,77%
Conseil Régional	32 256,00	4,06%
Ville de Marseille	80 000,00	10,06%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>272 256,00</b>	<b>34,23%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	298 112,28	37,48%
1%.	225 000,00	28,29%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>523 112,28</b>	<b>65,77%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>795 368,28</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>795 368,28</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 753 588,84 €

Aide : PLA-I

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	10	204,50 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLA-I »</b>	<b>10</b>	<b>204,50 m²</b>
Assiette *		753 588,84 €
Taux de subvention		14,60 %
<b>SUBVENTION</b>		<b>110 000,00 €</b>
<b>TOTAL DE LA DECISION</b>		
Nombre de logements : 10	Surface utile	204,50 m²
Assiette : 753 588,84 €	<b>SUBVENTION</b>	<b>110 000,00 €</b>
	Taux moyen de subvention	14,60 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### Surcharge foncière

Surface utile totale	:	204,50 m²
Assiette de subvention	:	450 828,28 €
Taux de subvention	:	4,44 %
Montant de subvention	:	<b>20 000,00 €</b>

## TOTAL GENERAL DE LA DECISION

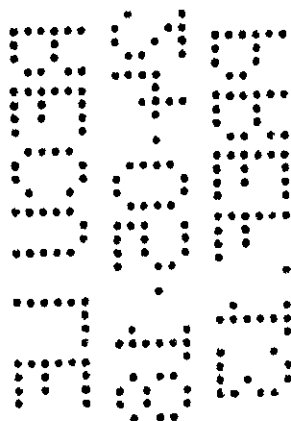
SUBVENTION :

130 000,00 €

**II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)**

Charge immobilière HT	178 095,88 €
Coût du bâtiment ou des travaux	529 543,55 €
Prestations intellectuelles et frais	87 728,85 €
Prix de Revient H.T.	795 368,28 €
Montant de la TVA	0,00 €
Prix de revient TTC	795 368,28 €
Prix de revient au M <sup>2</sup> de surface utile (PR / SU)	3 889,33 €

Type d'opération :      Hors opération spécifique



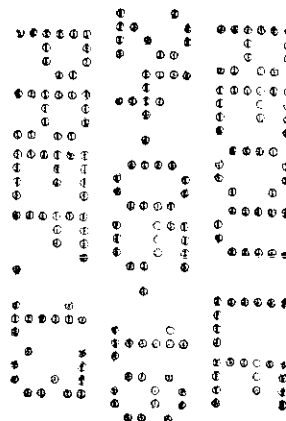
## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	20 000,00	4,44%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	30 000,00	6,65%
Ville de Marseille	80 000,00	17,75%
Subvention Région	32 256,00	7,15%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>162 256,00</b>	<b>35,99%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	288 572,28	64,01%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>288 572,28</b>	<b>64,01%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>450 828,28</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>450 828,28</b>	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	344 540,00 €
Surface utile totale	204,50 m²
Dont SU Collectif	204,50
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	178 095,88 €
Assiette de subvention (dépassement)	450 828,28 €
Taux de la subvention	4,44 %





**DECISION DE CLOTURE**  
**POUR SURCHARGE FONCIERE**

**Numéro d'opération :**  
 2012130550014\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
 788058030

**Famille d'organisme**  
 Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

ADOMA

42 r cambronne

75015 Paris

**Décisionnaire**  
 Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
 20181305500030

**Nature de l'opération**  
 Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**  
 13201 Marseille - 1er arrondissement

**Exercice**  
 2018

**Nature des logements**

Résidence sociale

**Type de bénéficiaire**

Autres publics spécifiques

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :** PLAI - Résidence Sociale MARCHE DES CAPUCINS  
 16 Marché des Capucins  
 13001 Marseille 1er

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	22/08/2012	20121305500051
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
ADOMA		
SEM / EPL		
Code bénéficiaire : 788058030		
Adresse :		

42 r cambronne

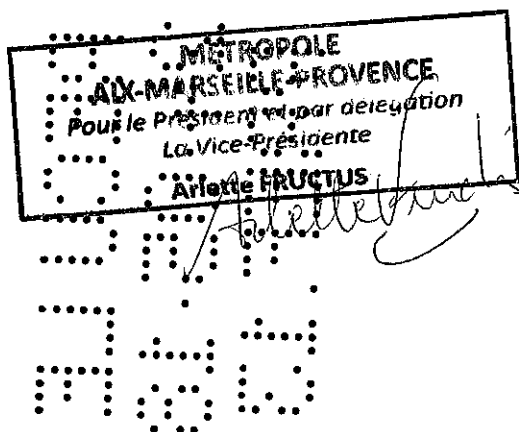
Ville :	75015 Paris
Exercice :	2012

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 10)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	577 278,00 €	450 828,28 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	20 000,00	20 000,00
Montant des acomptes versés		(C) 1 360,00 €
Solde à verser		(B-C) 18 640,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 18 MAI 2018



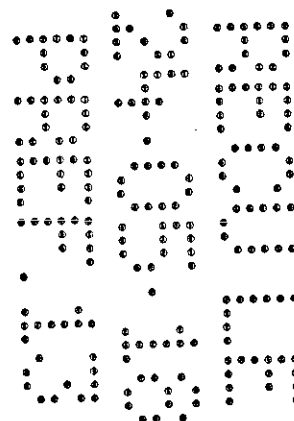
## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	20 000,00	4,44%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	30 000,00	6,65%
Ville de Marseille	80 000,00	17,75%
Subvention Région	32 256,00	7,15%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>162 256,00</b>	<b>35,99%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	288 572,28	64,01%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>288 572,28</b>	<b>64,01%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>450 828,28</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>450 828,28</b>	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	344 540,00 €
Surface utile totale	204,50 m²
Dont SU Collectif	204,50
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	178 095,88 €
TVA de la charge foncière	0,00 €
Charge foncière TTC	178 095,88 €
Assiette de subvention (dépassement)	450 828,28 €
Taux de la subvention	4,44 %



**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2013130550036\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
662620079

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20181305500033

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13026 Châteauneuf-les-Martigues

**Exercice**  
2018

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :** PLUS / PLAI LES ROSELIERES 2  
Route de Farren  
13220 CHATEAUNEUF\_LES\_MARTIGUES

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

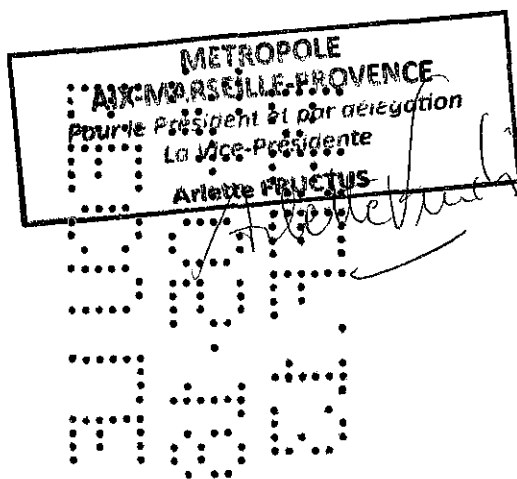
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	28/11/2013	20131305500171
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
GRAND DELTA HABITAT		
Sté coopérative HLM /SCIC		
Code bénéficiaire : 662620079		
Adresse :		
3 rue Martin Luther King		
Ville :	84000 AVIGNON	
Exercice :	2013	

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 47)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	5 787 327,01 €	5 793 165,99 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 275 300,00 €	(B) 275 300,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 216 661,10 €
Solde à verser		(B-C) 58 638,90 €

Fait à MARSEILLE

le : 18 MAI 2018



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

## A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	39 700,00	0,74%
Surcharge foncière	52 049,39	0,97%
Subvention Département	93 000,00	1,74%
Subvention EPCI	93 000,00	1,74%
Subvention PEEC	52 049,00	0,97%
1%.	50 000,00	0,93%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>379 798,39</b>	<b>7,10%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	2 237 585,00	41,82%
Prêt CDC foncier	1 243 355,00	23,24%
1%.	700 000,00	13,08%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>4 180 940,00</b>	<b>78,14%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	789 716,00	14,76%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>789 716,00</b>	<b>14,76%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>5 350 454,39</b>	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	235 600,00	8,30%
Surcharge foncière	27 850,61	0,98%
Subvention Département	48 000,00	1,69%
Subvention EPCI	48 000,00	1,69%
Subvention PEEC	27 851,00	0,98%
1%.	25 000,00	0,88%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>412 301,61</b>	<b>14,53%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	1 405 322,00	49,52%
Prêt CDC foncier	612 424,00	21,58%
1%.	0,00	0,00%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>2 017 746,00</b>	<b>71,11%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	407 596,00	14,36%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>407 596,00</b>	<b>14,36%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>2 837 643,61</b>	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Département	141 000,00	1,72%
Subvention PEEC	79 900,00	0,98%

1%.	75 000,00	0,92%
Subvention Etat	275 300,00	3,36%
Subvention EPCI	141 000,00	1,72%
Surcharge foncière	79 900,00	0,98%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>792 100,00</b>	<b>9,67%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	3 642 907,00	44,49%
Prêt CDC foncier	1 855 779,00	22,66%
1%.	700 000,00	8,55%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>6 198 686,00</b>	<b>75,70%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	1 197 312,00	14,62%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>1 197 312,00</b>	<b>14,62%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>8 188 098,00</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>8 188 098,00</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

### I - Assiette de la subvention : 5 793 165,99 €

<b>Aide : PLUS</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	31	2 376,41 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	31	2 376,41 m²
Assiette *	:	3 767 975,10 €
Taux de subvention	:	1,05 %
SUBVENTION	:	39 700,00 €

<b>Aide : PLA-I</b>	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	16	1 277,26 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	16	1 277,26 m²
Assiette *	:	2 025 190,89 €
Taux de subvention	:	11,63 %
SUBVENTION	:	235 600,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 47	Surface utile :	3 653,67 m²
Assiette : 5 793 165,99 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>275 300,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	4,75 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### Surcharge foncière

Surface utile totale	:	3 653,67 m²
Assiette de subvention	:	1 490 308,40 €
Taux de subvention	:	5,36 %

Montant de subvention

:

79 900,00 €

**TOTAL GENERAL DE LA DECISION**

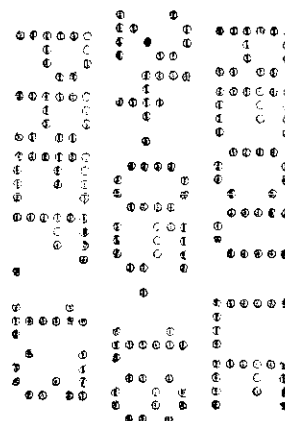
**SUBVENTION :**

**355 200,00 €**

**II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)**

Charge foncière HT	1 944 672,90 €
Coût du bâtiment ou des travaux	4 680 714,33 €
Prestations intellectuelles et frais	1 135 477,00 €
Prix de Revient H.T.	7 760 864,23 €
Montant de la TVA	427 233,77 €
Prix de revient TTC	8 188 098,00 €
Prix de revient au M <sup>2</sup> de surface utile (PR / SU)	2 241,06 €

Type d'opération : accord Action Logement 2013-2015





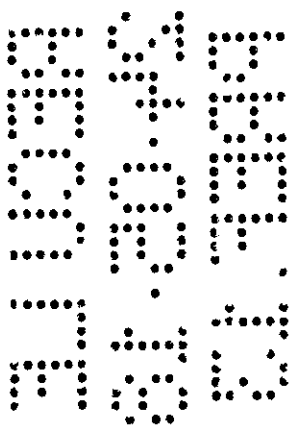
## C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	79 900,00	5,36%
Subvention PEEC	79 900,00	5,36%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>159 800,00</b>	<b>10,72%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	1 330 508,40	89,28%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 330 508,40</b>	<b>89,28%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 490 308,40</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>1 490 308,40</b>	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	548 050,50 €
Surface utile totale	3 653,67 m²
Dont SU Collectif	3 653,67
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	1 944 672,90 €
Assiette de subvention (dépassement)	1 490 308,40 €
Taux de la subvention	5,36 %



**DECISION DE CLOTURE**  
**POUR SURCHARGE FONCIERE**

**Numéro d'opération :**  
2013130550036\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
662620079

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20181305500032

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
13026 Châteauneuf-les-Martigues

**Exercice**  
2018

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

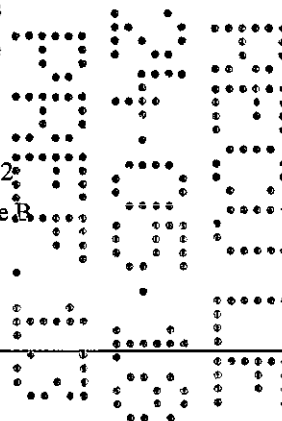
Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

**Opération :** PLUS / PLAI LES ROSELIERES 2  
Route de Farren  
13220 CHATEAUNEUF LES MARTIGUES



## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	28/11/2013	20131305500170

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

GRAND DELTA HABITAT

Sté coopérative HLM /SCIC

Code bénéficiaire : 662620079

Adresse :

3 rue Martin Luther King

Ville : 84000 AVIGNON

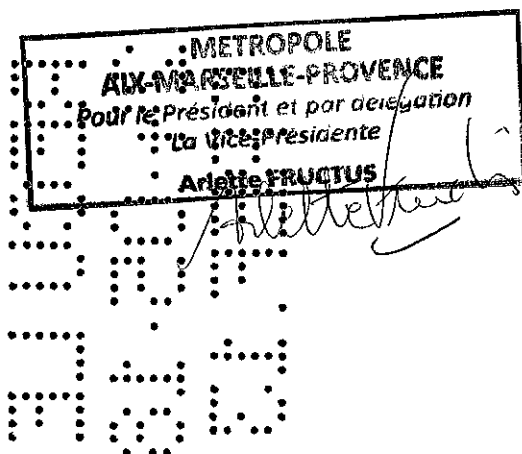
Exercice : 2013

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 47)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	1 488 251,00 €	1 490 308,40 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	79 900,00	79 900,00
Montant des acomptes versés		(C) 44 264,60 €
Solde à verser		(B-C) 35 635,40 €

Fait à MARSEILLE

le : 18 MAI 2018



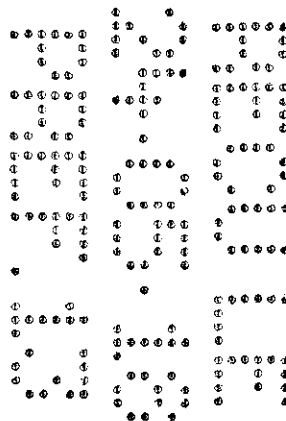
## G. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	79 900,00	5,36%
Subvention PEEC	79 900,00	5,36%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>159 800,00</b>	<b>10,72%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	1 330 508,40	89,28%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>1 330 508,40</b>	<b>89,28%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
<b>Sous-total Fonds Propres</b>		
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>1 490 308,40</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>1 490 308,40</b>	

## D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	548 050,50 €
Surface utile totale	3 653,67 m²
Dont SU Collectif	3 653,67
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	1 944 672,90 €
TVA de la charge foncière	93 686,00 €
Charge foncière TTC	2 038 358,90 €
Assiette de subvention (dépassement)	1 490 308,40 €
Taux de la subvention	5,36 %



**DECISION DE FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE  
POUR PLAI-ADAPTES - CLOTURE**

**Numéro d'opération :**  
2015130550145\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
751956624

**Famille d'organisme**  
Tiers secteur

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20181305500037

**Nature de l'opération**  
Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**  
13214 Marseille - 14e arrondissement

**Exercice**  
2018

**Nature des logements**  
Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :**  
1PLAI adapté / 28 bd Guichoux / 13014 / Pact 13  
28 boulevard Guichoux  
13014 Marseille

## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	16/12/2015	20151305500163
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE		
UES		
Code bénéficiaire : 751956624		
Adresse :		

10 che des grives

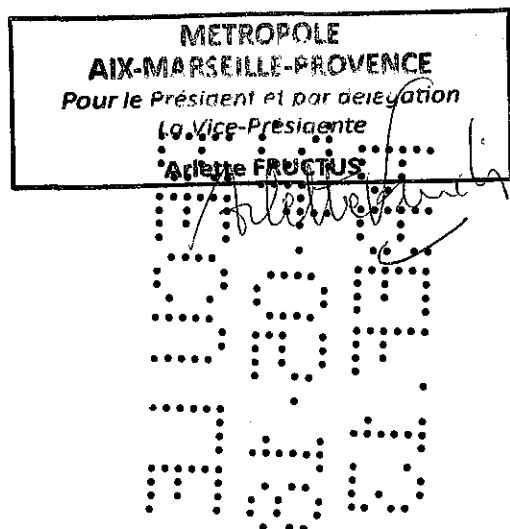
Ville :	13013 Marseille
Exercice :	2015

### CALCUL DU SOLDE A VERSER

Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	12 960,00 €	12 960,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 12 960,00 €
Nombre de logements financés		1

Fait à MARSEILLE

le : 18 MAI 2016



**ANNEXE A LA DECISION DE CLOTURE  
POUR PLAI ADAPTÉS**

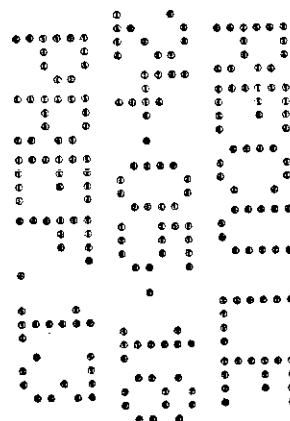
**A - CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION**

Montant de la subvention totale du dossier : 12 000,00 €

Aide	Logements individuels	Logements collectifs	Surface Utile (m²)
PLAI adaptés		1	69,95
<b>Consistance de l'opération concernant les logements PLAI :</b>			
PLAI		1	69,95

**B - CALCUL DE LA SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE PLAI ADAPTÉS**

Prix de revient pour le(s) logement(s) PLAI adaptés	131 414,10 €
Subvention totale	12 960,00 €
Subvention par logement	12 960,00 €
Nombre de logements financés	1



**DECISION DE FINANCEMENT**  
**CLOTURE D'OPERATION**

**Numéro d'opération :**  
2015130550145\_C

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
751956624

**Famille d'organisme**  
Tiers secteur

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**  
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

**Décisionnaire**  
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**N° de décision**  
20181305500038

**Nature de l'opération**  
Acquisition-Amélioration

**Commune (Insee)**  
13214 Marseille - 14e arrondissement

**Exercice**  
2018

**Nature des logements**  
Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**  
Ménages

**Zone de prix**  
Zonage "123" : Zone 2  
Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :**  
1PLAI adapté / 28 bd Guichoux / 13014 / Pact 13  
28 boulevard Guichoux  
13014 Marseille



## FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

### IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

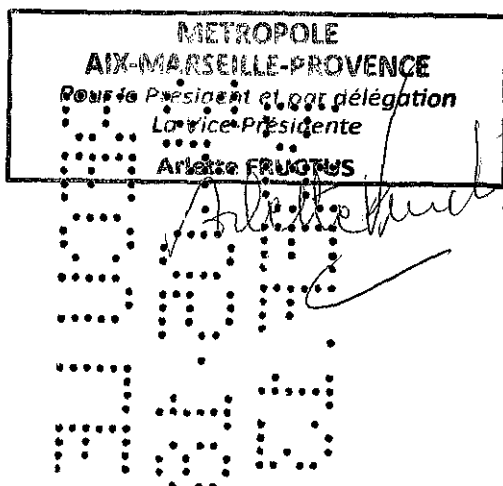
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	16/12/2015	20151305500164
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE		
UES		
Code bénéficiaire : 751956624		
Adresse :		
10 che des grives		
Ville :	13013 Marseille	
Exercice :	2015	

### CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	110 117,80 €	110 659,09 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 12 000,00 €	(B) 12 000,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 12 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 18 MAI 2018



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

## A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	12 000,00	9,13%
PLAI adapté	12 960,00	9,86%
Conseil Général	12 555,00	9,55%
Conseil Régional	29 400,00	22,37%
Subvention EPCI	3 000,00	2,28%
Ville de Marseille	5 000,00	3,80%
Subvention Autres	13 111,00	9,98%
Crédit d'impôt (article 244 quater X du CGI)	626,76	0,48%
<b>Sous-total Subventions</b>	<b>88 652,76</b>	<b>67,46%</b>
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC logement	27 664,72	21,05%
Prêt CDC foncier	15 080,00	11,48%
<b>Sous-total Prêts</b>	<b>42 744,72</b>	<b>32,53%</b>
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	16,62	0,01%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	<b>16,62</b>	<b>0,01%</b>
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	<b>131 414,10</b>	<b>100,00%</b>
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	<b>131 414,10</b>	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 110 659,09 €

Aide : PLA-I

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	69,95 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLA-I »</b>	<b>1</b>	<b>69,95 m²</b>
Assiette *		110 659,09 €
Taux de subvention		10,84 %
<b>SUBVENTION</b>		<b>12 000,00 €</b>

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1	Surface utile :	69,95 m²
Assiette : 110 659,09 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>12 000,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	10,84 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 12 000,00 €**

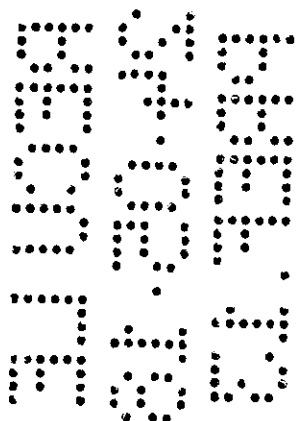
## II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Décision No : 20181305500038

Page : 3/4

Charge immobilière HT	106 191,90 €
Coût du bâtiment ou des travaux	13 928,38 €
Prestations intellectuelles et frais	9 901,40 €
Prix de Revient H.T.	130 021,68 €
Montant de la TVA	1 392,42 €
Prix de revient TTC	131 414,10 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	1 878,69 €

Type d'opération :        Hors opération spécifique



**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/285/D**

**Avenant n° 7 de prolongation du mandat d'études de la Zone d'Aménagement Concerté des Portes de la Mer à Fos-sur-Mer.**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 42/09 du Comité syndical du 18 février 2009 par laquelle Ouest Provence a décidé de procéder au lancement d'une étude de faisabilité de la dépollution des terrains de la cartonnerie et la poursuite de l'aménagement de la ZAC des Portes de la Mer sur la commune de Fos-sur-Mer, et de confier à l'Épad dans le cadre d'un mandat d'études préalables, le pilotage de ces études, pour un coût estimatif des études de 238 000 euros HT, et une rémunération fixée à 50 000 euros HT ;
- Les décisions n° 542/10 du 28 septembre 2010, n° 272/12 du 12 avril 2012, n° 226/14 du 5 mars 2014, n°148/15 du 6 février 2015, prises par le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et les décisions n° 16/204/D du 23 septembre 2016 et n° 17/258/D du 16 juin 2017, prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence relatives aux avenants 1, 2, 3, 4, 5 et 6 de modification du montant estimatif des études et de prorogation du mandat d'études préalables.

**CONSIDÉRANT**

- Que des études complémentaires doivent être réalisées pour l'aménagement de la ZAC des Portes de la Mer sur la commune de Fos-sur-Mer ;
- Qu'il est nécessaire de proroger le mandat d'études au bénéfice de l'Épad ;

**Reçu au Contrôle de légalité le 6 Juin 2018**

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 7 au mandat d'études préalables, pour l'aménagement de la ZAC des Portes de la Mer sur la commune de Fos-sur-Mer, dont l'objet est la prorogation de 12 mois du délai d'exécution des études, ce qui porte le délai global dudit mandat à 126 mois.

### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 juin 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/287/D**

**Location de l'espace Phar'Club au Palais du Pharo pour un déjeuner de Presse  
Métropole**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**PREAMBULE**

Dans le cadre d'un déjeuner de presse métropole, le 15 mai 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité la Ville de Marseille pour la location de l'espace Phar'Club au Palais du Pharo. Il y a donc lieu de signer une convention d'occupation précaire avec la VDM dans les conditions suivantes :

- **Désignation** : Espace Phar'Club situé au Palais du Pharo - 13007 Marseille
- **Durée** : 1 journée le 15 mai 2018
- **Montant de la location** : 1257,75 euros HT pour l'espace Phar'Club soit 1509,30 euros TTC par journée, y compris les prestations techniques, de sécurité incendie et de nettoyage.

**Reçu au Contrôle de légalité le 6 Juin 2018**

## **CONSIDÉRANT**

- Qu'il y a lieu de signer une convention d'occupation précaire avec la Ville de Marseille pour la location de l'espace Phar'Club au Palais du Pharo.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est signée une convention d'occupation précaire, pour la journée du 15 mai 2018 avec la Ville de Marseille pour la location de l'espace sus mentionné, aux conditions ci-avant exposées.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires au règlement des dépenses correspondantes sont inscrits au budget principal centralisé de la Métropole – Sous politique A 130 – Nature 6132 – Chapitre 011 - Fonction 022

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 juin 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

---

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/290/D**

**Désignation du Cabinet Bismuth pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Martine Gallois.**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1803715-1 présentée par Madame Martine Gallois devant le Tribunal Administratif de Marseille le 14 mai 2018, demandant notamment la condamnation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à lui verser une somme de 11 000 euros au titre du préjudice moral qu'elle prétend avoir subi en raison d'une négligence de l'Administration constituant une faute de nature à engager sa responsabilité et à lui verser l'équivalent de la perte de rémunération qu'elle prétend avoir subi entre le 7 mars 2012 et le 28 avril 2017.

**CONSIDÉRANT**

- Qu'il convient d'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dont la responsabilité est susceptible d'être engagée dans le cadre du litige qui l'oppose à Madame Martine Gallois.

**DECIDE**

**Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n°1803715-1 et d'être représenté dans cette affaire par le Cabinet Bismuth, 13 Rue Roux de Brignoles, à Marseille.

**Reçu au Contrôle de légalité le 6 Juin 2018**



**Article 2 :**

Les honoraires dus au Cabinet Bismuth, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 05 juin 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**



---

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/291/D**

**Mission Elu : Monsieur Jean-Pierre Serrus - Déjeuner de travail avec Madame Elisabeth Borne, Ministre des Transports - 4 juin 2018 - Paris**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté 16/123/CM relatif à la délégation de fonction de Monsieur Jean-Pierre Serrus du 8 avril 2016 ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux frais de remboursement des membres du Bureau.

**CONSIDÉRANT**

- Que Monsieur Jean-Pierre Serrus est Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mobilité, les déplacements et les transports.

**DECIDE**

**Article 1 :**

Monsieur Jean-Pierre Serrus se rendra le 5 juin 2018 à Paris pour un déjeuner de travail avec Madame Elisabeth Borne, Ministre des Transports.

**Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juin 2018**

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 01 juin 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juin 2018

---

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/292/D**

**Délégation du droit de préemption renforcé au profit de la commune de Septèmes-les-Vallons d'un bien situé avenue du 8 mai 1945 Quartier des Caillols lieudit Pierre Friche.**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et L 300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Septèmes-les-Vallons du 19 janvier 1988 instaurant le droit de préemption sur les zones U et NA ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° URB 008-1161/07/CC fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain sur la commune de Septèmes-les-Vallons ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau – Missions Foncières ;
- La déclaration d'intention d'aliéner DA 13106 18 0053 reçue le 11 mai 2018.

**CONSIDÉRANT**

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la production de logements dans le cadre du programme Local de l'Habitat, article 55 loi SRU ;
- Que cette préemption relève d'une compétence communale ;

**Reçu au Contrôle de légalité le 7 Juin 2018**

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune de Septèmes-les-Vallons pour l'acquisition d'une parcelle de terrain située avenue du 8 mai 1945 – Quartier des Caillols lieudit Pierre Friche cadastrée AO 76 et appartenant à Madame Bourrelly Josiane, relevant du champ de compétence de la commune.

### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 juin 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Juin 2018

---

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/293/D**

**Délégation du droit de préemption urbain à la commune de Saint-Zacharie pour l'acquisition d'un bien immobilier situé à Le Village appartenant à Monsieur Fabre Claude**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- la délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° URB 009-3643/18/CM du 22 mars 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, instituant le droit de préemption sur la commune de Saint-Zacharie ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Saint-Zacharie le 19 avril 2018 enregistrée sous le n°28/2018 portant aliénation d'un bâti sur terrain propre cadastrée C323 sise Le Village appartenant à Monsieur Fabre Claude.

## **CONSIDÉRANT**

- Qu'en application de l'article L 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Qu'il convient de ne pas freiner la réalisation, dans l'intérêt général, d'action ou d'opérations d'aménagement de compétence communale, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite déléguer, comme l'y autorise les articles L 211-2 et L 213-3 du Code de l'urbanisme, l'exercice de son droit de préemption urbain ;
- Qu'en application de l'article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation situé sur la commune de Saint-Zacharie sur la parcelle cadastrées section C numéro 323 classée en zone UA du plan local d'urbanisme de la commune approuvé le 12 Novembre 2012, ne présente pas d'enjeu pour la Métropole mais pourrait permettre la mise en œuvre d'une opération communale ;
- En effet, l'acquisition de la parcelle C323 fait partie de l'emplacement réservé numéro 11 au plan local d'urbanisme qui a pour objectif la réalisation d'un ouvrage public ;
- Ainsi, la commune de Saint-Zacharie souhaite aménager cet espace situé en cœur de village afin d'améliorer la qualité de vie de ses habitants.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Saint-Zacharie pour l'acquisition d'un bien sur terrain propre cadastré C323 sis Le Village appartenant à Monsieur Fabre Claude.

### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 01 juin 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Juin 2018

---

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/294/D**

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de Marseille Habitat pour l'acquisition d'un bien situé 143 rue Félix Pyat à Marseille 3ème arrondissement appartenant à Monsieur et Madame Sellam.**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que l'article L 300-1 et l'article L 211-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau – Missions Foncières ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Marseille n° 87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 approuvant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La déclaration d'intention d'aliéner DA 13203 18 0014 reçue le 26 avril 2018 en mairie de Marseille, portant aliénation des lots de copropriété numéros 594 – 678 – 774 et 858 appartenant à Monsieur et Madame Sellam, dépendant de l'immeuble sis 143 rue Félix Pyat 13003 Marseille, cadastré Section 813 B n° 98.



## **CONSIDÉRANT**

- Que l'article L 211-2 du Code de l'Urbanisme prévoit que le titulaire du droit de préemption urbain peut déléguer son droit à une société d'économie mixte agréée mentionnée à l'article L 481-1 du code de la construction et de l'habitation lorsque l'aliénation porte sur un bien affecté au logement ;
- Que la SEM Marseille Habitat remplit des critères pour se voir déléguer le droit de préemption urbain ;
- Que l'acquisition de ce bien par la SEM Marseille Habitat permettra de répondre aux objectifs d'amélioration de l'habitat indigne définis par le programme local de l'habitat.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à Marseille Habitat pour l'acquisition des lots de copropriété numéros 594 – 678 – 774 – et 858 consistant en deux appartements pour une surface totale de 142 m<sup>2</sup> et deux caves dépendant de l'immeuble situé 143 rue Félix Pyat 13003 Marseille, cadastré 813B 0098 appartenant à Monsieur et Madame Sellam, relevant du champ de compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 01 juin 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

---

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/295/D**

**Mission Elu : Monsieur Jean-Pierre Serrus - Rendez-vous au Ministère de l'Economie - 6 juin 2018 - Paris**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté 16/123/CM relatif à la délégation de fonction de Monsieur Jean-Pierre Serrus du 8 avril 2016 ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux frais de remboursement des membres du Bureau.

**CONSIDÉRANT**

- Que Monsieur Jean-Pierre Serrus est Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mobilité, les déplacements et les transports.

**DECIDE**

**Article 1 :**

Monsieur Jean-Pierre Serrus se rendra le 6 juin 2018 à Paris pour participer à une réunion au Ministère de l'Economie.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 juin 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/296/D**

**Convention d'occupation précaire au profit de Mont Blanc Hélicoptère pour l'occupation du lot 1 situé Zone Athélia V à La Ciotat**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**PREAMBULE**

Dans le cadre du Grand Prix Formule 1, Mont Blanc Hélicoptère, du groupe HBG France, a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence en vue de la mise à disposition pendant 5 journées d'un terrain situé lieudit Roumagoua, lot 1 situé Chemin des Mattes - Zone Athélia V à La Ciotat dont la Métropole est propriétaire d'une surface de 6187 m². Le terrain est destiné à une hélisurface afin de transporter des passagers de La Ciotat vers le circuit Paul Ricard au Castellet. Il y a donc lieu de signer une convention d'occupation précaire dans les conditions suivantes :

- **Durée** : 5 journées du 21 au 25 juin 2018 inclus
- **Prix** : montant forfaitaire de 224 euros par jour d'occupation soit 1120 euros pour les 5 jours.

**CONSIDÉRANT**

Qu'il y a lieu de signer une convention d'occupation précaire au profit de Mont Blanc Hélicoptère, du groupe HBG France, pour l'occupation du lot 1 situé Chemin des Mattes dans la Zone Athélia V à La Ciotat, à destination d'hélisurface.

**Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juin 2018**

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Est signée une convention d'occupation précaire, pour une durée de 5 jours du 21 au 25 juin 2018 inclus avec Mont Blanc Hélicoptère, du groupe HBG France pour l'occupation du lot 1 dans la ZAC Athélia V situé à La Ciotat.

### **Article 2 :**

Cette convention est conclue moyennant une redevance de 224 euros TTC par jour, payable à réception du titre de recettes émis par la Métropole Aix-Marseille-Provence, soit 1120 euros pour les 5 jours.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 juin 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/297/D**

**Mission Elu : Monsieur Daniel Gagnon - Festival Manifesta édition 2018 - 14 juin 2018 au 17 juin 2018 - Palerme**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté 16/121/CM relatif à la délégation de fonction de Monsieur Daniel Gagnon du 8 avril 2016 ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux frais de remboursement des membres du Bureau.

**CONSIDÉRANT**

- Que Monsieur Daniel Gagnon est Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué à la Culture et Equipement Culturels.

**DECIDE**

**Article 1 :**

Monsieur Daniel Gagnon se rendra du 14 juin 2018 au 17 juin 2018 pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence au festival « Manifesta édition 2018 », organisé à Palerme.

**Reçu au Contrôle de légalité le 15 Juin 2018**

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 juin 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/298/D**

**Délégation du droit de préemption urbain à la commune d'Aix-en-Provence pour l'acquisition de la parcelle CZ 61, sise 13 avenue Paul Cézanne 13100 Aix-en-Provence**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5217-2 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 210-1, L. 211-2, L. 213-3 et L. 300-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n°2015-350 du Conseil Municipal de la commune d'Aix-en-Provence du 23 juillet 2015, instituant le droit de préemption urbain sur la commune ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie d'Aix-en-Provence le 25 mai 2018, portant aliénation de la parcelle cadastrée CZ 61 sise 13 avenue Paul Cézanne.

**CONSIDERANT**

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;

**Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juin 2018**



- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation ne présente pas d'enjeu pour la Métropole mais pourrait permettre la mise en œuvre d'une opération communale ;
- Que cette parcelle est adjacente à la parcelle supportant l'atelier Cézanne qui est l'un des lieux touristiques et culturels les plus visités, géré par la Commune d'Aix-en-Provence.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune d'Aix-en-Provence pour l'acquisition de la parcelle cadastrée CZ 61, classée en zone UD du Plan local de l'urbanisme de la commune approuvé le 23/07/2015.

### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 juin 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Juin 2018

---

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/299/D**

**Décision d'ester en justice - Désignation la SELARL Camille Mialot Avocat pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à l'Association SOS Nature**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le marché n°Z1849 Prestations de conseil juridique, d'assistance et de représentation au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Lot 5 : Droit de l'urbanisme réglementaire, opérationnel et de l'environnement ;
- La requête n°1701155-5 déposée au Tribunal administratif, le 17 février 2017, par l'Association SOS Nature demandant l'annulation de l'arrêté préfectoral n°2016-41 du 8 septembre 2016 déclarant d'utilité publique les travaux de réalisation du Boulevard urbain sud et emportant mise en compatibilité subséquente du PLU de la commune de Marseille.

**DECIDE**

**Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par la SELARL Camille Mialot Avocat, 71 boulevard Saint-Michel 75005 PARIS, dans le cadre du marché n°Z1849.

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SELARL Camille Mialot Avocat, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence – nature 6227.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 juin 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/300/D**

**Désignation de la SCP Bérenger-Blanc-Burtez Doucede pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le litige l'opposant à Monsieur Bernard Buffille**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°17MA02143 déposée le 29 mai 2017, par Monsieur Bernard Buffille, devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille demandant l'annulation du jugement du 30 mars 2017 par lequel le Tribunal Administratif de Marseille a rejeté sa requête, tendant notamment à l'abrogation du POS de la Commune de Saint-Victoret, en tant qu'il classe une parcelle en zone 1NA et y institue un emplacement réservé.

**DECIDE**

**Article 1 :**

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par la SCP Bérenger-Blanc-Burtez Doucede, domiciliée 69 A rue Sainte 13001 Marseille.

**Reçu au Contrôle de légalité le 15 Juin 2018**

**Article 2 :**

Les honoraires dus à la SCP Bérenger-Blanc Burtez Doucede, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence – nature 6227.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 juin 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/301/D**

**Décision d'ester en justice - Désignation du groupement SELARL Sindres/Scp d'avocats Védési pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Alexia Biser et d'autres requérants**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le marché n°Z1849 Prestations de conseil juridique, d'assistance et de représentation au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Lot 5 : Droit de l'urbanisme réglementaire, opérationnel et de l'environnement ;
- La requête n°1801267-2 déposée le 14 février 2018 au Tribunal administratif par Alexia Biser et d'autres requérants, demandant l'annulation de la délibération du Conseil de Métropole du 13 juillet 2017 approuvant la modification n°3 du PLU de Marseille.

**DECIDE**

**Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par le groupement SELARL Sindres/ Scp d'Avocats Védési, 40 rue Edouard Delanglade 13006 Marseille, dans le cadre du marché n°Z1849.

**Article 2 :**

Les honoraires dus au groupement Sindres/ Scp d'Avocats Vedesi, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence – nature 6227.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 juin 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

---

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/302/D**

**Décision d'ester en justice -Désignation du Cabinet Léonardi-Catsicalis-Peltier pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SAS Castorama**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La dénoncé de procédure devant le Tribunal de grande instance de Marseille à la suite du jugement du 20 octobre 2017, qui a reconnu la responsabilité de la SAS Castorama, dans la survenance des blessures subies par Monsieur Grégory Martinengo, agent de la Métropole, lors de l'utilisation d'une lampe à souder défectueuse acquise dans cette enseigne .

**DECIDE**

**Article 1 :**

D'ester en justice devant le Tribunal de grande instance de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par le cabinet Leonardi-Catsicalis-Peltier 15 avenue Victor Hugo 13100 Aix-en-Provence.



**Article 2 :**

Les honoraires dus au cabinet Leonardi-Catsicalis-Peltier pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence – nature 6227.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 juin 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/303/D**

**Désignation du cabinet Fidal pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'affaire qui l'oppose à la SCI Someya contestant l'approbation du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-2-I, L5218-2-I et L5218-7-II;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête N°18MA01532 déposée devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 5 avril 2018 par la SCI SOMEYA sollicitant l'annulation du jugement rendu le 8 février 2018 par le Tribunal Administratif de Marseille ayant rejeté le recours en annulation de la délibération n° 2015-349 du 23 juillet 2015 par laquelle le Conseil Municipal de la ville d'Aix-en-Provence a approuvé le Plan Local d'Urbanisme.

**CONSIDÉRANT**

- Qu'il convient d'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**DECIDE**

**Article 1 :**

Le Cabinet Fidal, domicilié 4-6 avenue d'Alsace, 92982 Paris La Défense Cedex, est désigné pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Reçu au Contrôle de légalité le 15 Juin 2018**

**Article 2 :**

Les honoraires dus au Cabinet Fidal pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 juin 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Le Président**

Ancien Ministre  
Vice-Président honoraire du Sénat  
Maire de Marseille

**Décision n° 18/304/D**

**Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la Soléam d'un bien situé 9 boulevard d'Athènes à Marseille 1er arrondissement.**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210-1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Marseille n° 87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FTC 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagements en cours des communes de Marseille et de La Ciotat ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau – Missions Foncières ;
- La concession d'aménagement opération d'aménagement "Grand Centre Ville" n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner DA 13201 18 0247 reçue le 3 mai 2018.

**Reçu au Contrôle de légalité le 15 Juin 2018**

## **CONSIDÉRANT**

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché du logement ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ces biens entrent dans le champ de l'opération Grand Centre Ville de compétence métropolitaine concédée à la SOLEAM, cette opération visant le renouvellement urbain d'îlots obsolètes et la requalification du tissu ancien dégradé par restructurations d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés, ainsi que 20 000 m<sup>2</sup> de locaux d'activités et d'équipements.

## **DECIDE**

### **Article 1 :**

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la Soleam pour l'acquisition de l'immeuble situé 9 boulevard d'Athènes à Marseille 1<sup>er</sup> arrondissement, cadastré 801 C 84 d'une superficie de 118 m<sup>2</sup> appartenant à Monsieur Jean-Marie Bortoli.

### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 juin 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**



**Le Président**

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

**Décision n° 18/311/D**

**Mission Elu : Monsieur Jean-Pierre Serrus - Salon européen de la Mobilité - 14 juin 2018 - Paris**

**VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté 16/123/CM relatif à la délégation de fonction de Monsieur Jean-Pierre Serrus du 8 avril 2016 ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux frais de remboursement des membres du Bureau.

**CONSIDÉRANT**

- Que Monsieur Jean-Pierre Serrus est Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mobilité, les déplacements et les transports.

**DECIDE**

**Article 1 :**

Monsieur Jean-Pierre Serrus se rendra le 14 juin 2018 au salon européen de la Mobilité à Paris.

**Reçu au Contrôle de légalité le 15 Juin 2018**

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 juin 2018

**Le Président,**  
**Signé : Jean-Claude GAUDIN**

**Reçu au Contrôle de légalité le 15 Juin 2018**